

*l'Anti*capitaliste

n°486 | 25 juillet 2019 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org

Retraites, assurance chômage, services publics, licenciements, justice climatique...



PRÉPARONS les BATAILLES
de **LA RENTRÉE**

Dossier

**IL Y A 30 ANS,
LA CHUTE DU MUR
DE BERLIN** Pages 5 à 8

ÉDITO
Où est Steve?
Page 2

PREMIER PLAN
Algérie: «On a eu la
coupe, maintenant on veut
faire partir le système»
Page 3



ACTU POLITIQUE
Hôpital: pas de homard pour
les urgences!
Page 4

LIBRE EXPRESSION
Entretien avec François
Bégaudeau
Page 12



Par JULIEN SALINGUE

Où est Steve?

Steve Maia Caniço est ce jeune homme de 24 ans disparu depuis le 21 juin suite à une violente charge de police lors de la fête de la musique à Nantes. Plus d'un mois a passé, et la question demeure : où est Steve ? C'est ce qu'ont notamment demandé, lors d'un rassemblement organisé à Nantes le 20 juillet, des centaines de personnes, amiEs, proches, anonymes révoltés par cet énième cas de violence policière, qui s'est soldé, une fois de plus par une tragédie.

Où est Steve ? Pendant ce temps-là, Castaner pavoise, ose remettre des décorations à des gradés et à des policiers pour les féliciter d'avoir réprimé violemment le mouvement des Gilets jaunes. Dans bien d'autres pays « démocratiques », le ministre de l'Intérieur aurait déjà démissionné. Mais il semble que du côté de la Macronie, les vies humaines ne valent pas grand chose : un ministre de l'Écologie qui se gavait de deniers publics aura dû quitter ses fonctions, mais l'éborgneur en chef peut continuer de se la couler douce malgré les milliers de blessés, les dizaines de mutilés et les morts de ces derniers mois.

Où est Steve ? La question est désormais posée ailleurs que dans les rues de Nantes, aux quatre coins de la France. Comme Adama Traoré, Zineb Redouane et bien – trop – d'autres, Steve Maia Caniço est devenu un symbole : victime d'une police de plus en plus violente et déchaînée, qui se sent – malheureusement à raison – autorisée à tous les abus, tant elle est couverte par sa hiérarchie, jusqu'au plus haut sommet de l'État.

Où est Steve ? « Il ne faut pas oublier le contexte de violences dans lequel notre pays a vécu », a osé répondre Macron alors qu'il était interpellé, lors d'un déplacement à Bagnères-de-Bigorre, sur le cas du jeune Nantais. Un réponse doublement dégueulasse, qui tente non seulement de faire passer les victimes pour des coupables, mais aussi de justifier l'injustifiable en invoquant un « contexte » qui légitimerait toutes les exactions passées... et à venir ?

Où est Steve ? Nous ne cesserons de poser cette question, au côté de toutes celles et tous ceux qui refusent de voir se banaliser l'intolérable. Pour la mémoire de Steve bien sûr, et celle de toutes les autres victimes de la police. Mais aussi pour que ce crime ne reste pas impuni, et que les Macron, Castaner et Cie sachent que nous n'oublierons pas, et que nous ne pardonnerons pas.

BIEN DIT

Steve, nous danserons pour toi jusqu'au bout de la nuit.

Lors de la manifestation pour Steve Caniço, Nantes, le 20 juillet 2019.

Préparons les batailles de la rentrée

Samedi 20 juillet, pour tenter de faire oublier la longue confrontation avec les Gilets jaunes, Macron s'est invité à la fin de l'étape du Tour de France.

Par chance, un Français était maillot jaune et un autre vainqueur de l'étape. Cette aubaine a permis à Macron de nous rejouer le coup de la France unie : « On est extrêmement fiers... j'espère qu'on va déjouer la malédiction et réussir à avoir un Français qui arrive avec le maillot jaune sur les Champs-Élysées... C'est tout le pays qui est derrière vous », a-t-il dit aux deux cyclistes qui « rendent notre pays fier, nos concitoyens fiers ». Probablement un pointe de jalousie de la part d'un président sifflé, lui, sur le podium ou aux Champs-Élysées, et qui ne peut se prévaloir du soutien, selon les sondages, que de 30 % des FrançaisEs.

Une répression inédite

Mais ces bains de foule typiques de la 5^e République peuvent devenir l'occasion de rappeler à Macron ou à ses ministres que leur police a malmené Geneviève Legay, provoqué la disparition de Steve, blessé grièvement des dizaines de Gilets jaunes et tué Zineb Redouane. Des violences policières qui s'inscrivent dans une politique de répression des résistances, des mouvements sociaux, avec les attaques contre le droit du travail et les arrestations massives et préventives, les interdictions de manifester. Une politique répressive qui vise à empêcher toute contestation de sa politique de régression sociale.

L'assaut contre les retraites

Une politique brutale puisque, après le droit du travail, la SNCF et l'assurance chômage, les retraites

sont dans le collimateur du gouvernement. Sous prétexte d'allongement de l'espérance de vie et du coût des retraites, le pouvoir envisage de mettre en place un système dit « par points », qui permettrait aux gouvernements suivants de baisser les pensions en fonction du budget de l'État. Un budget construit avant tout pour aider le patronat à sauvegarder ses profits et qui conduirait à une baisse générale des pensions. Pourtant, le financement des retraites serait largement assuré en annulant des exonérations de cotisations sociales, en réduisant le chômage et en assurant l'égalité femmes-hommes.

Le prétendu maintien de l'âge légal de départ en retraite à 62 ans serait de fait effacé par la mise en place d'une décote pour tout départ avant cet âge. Le « libre » choix de la date de départ, présenté comme âge d'équilibre, serait en réalité à 64 ans dès la mise en place de la contre-réforme avec une évolution

envisagée et l'allongement de la durée du travail d'ores et déjà prévue.

Un système qui ne permettrait pas de mieux compenser les aléas des parcours professionnels, notamment pour les femmes ou les salariéEs précaires pendant que la prise en compte de la pénibilité continuera à être combattue par le patronat.

Fort de l'absence d'opposition politique

Affaibli par la multiplication des bavures policières, par les « affaires », de Benalla à Rugey, par les déclarations de Benjamin Griveaux, candidat LREM à la mairie de Paris, et la persistance des mobilisations des Gilets jaunes, la majorité gouvernementale bénéficie de la faiblesse des oppositions politiques. D'une part, du côté des partis de gouvernement de « gauche », au personnel et aux politiques interchangeables avec ceux de droite. Les ministres de



À la Une

l'intérieur se ressemblent, de Sarkozy à Castaner (ex-membre de cabinets ministériels dans le gouvernement Jospin) en passant par Valls et Collomb ; à l'écologie, Elisabeth Borne est une ex-conseillère dans le ministère de Ségolène Royal. Pas étonnant qu'électeurs et électrices désertent le chemin d'urnes dont sortent toujours les mêmes politiques. D'autre part, à gauche du Parti socialiste, des alliances, recompositions, qui semblent avant tout devoir permettre à des têtes d'affiche de se mettre en avant dans la perspective des prochaines élections présidentielles.

Construire les ripostes

Les offensives patronales ne font pas de pause avec la multiplication des licenciements dans le commerce, à Alstom, etc. En même temps, les mobilisations sociales se poursuivent. Des luttes prolongées à La Poste, dans les hôpitaux et notamment dans les services d'urgences, dans l'éducation, dans les entreprises de nettoyage et de maintenance des hôtels, celles des travailleurEs sans papiers de Chronopost Alfortville, dans le soutien à la lutte pour la justice pour Adama Traoré. Une ténacité, une radicalité qui caractérise la mobilisation des Gilets jaunes, et des cadres de rencontres qui construisent des solidarités entre horizons différents, comme la Marche du Comité Adama « Ripostons à l'autoritarisme » (voir page 10) qui a réuni des familles de victimes de violences policières de tout le pays, des Gilets jaunes, des sans-papiers, des militantes politiques et syndicales de Solidaires et de la CGT. Des ingrédients qu'il faudra mettre au service d'une convergence, d'un élargissement des colères, notamment pour préparer un affrontement décisif pour les retraites.

Robert Pelletier

TURQUIE

Après les élections, la tempête

Défié par la victoire d'une opposition unifiée à la municipalité d'Istanbul et des mouvements de scission dans son propre parti, le président Erdogan est désormais confronté à une crise de grande ampleur dans ses rapports avec les États-Unis.

Erdogan saura-t-il tirer les leçons de son revers lors du scrutin renouvelé du 23 juin, après l'annulation arbitraire des municipales du 31 mars ? Tentera-t-il de comprendre les raisons de la réaction qu'ont suscitée ses politiques au sein même de sa base électorale, notamment chez les jeunes ? Les réponses d'Erdogan à ces questions n'ont surpris personne.

Aux divers procès « revanchards » contre de nombreux journalistes, activistes, universitaires et dirigeants du mouvement kurde, s'est ajouté celui

de Canan Kaftancıoğlu, la présidente du CHP à Istanbul. En effet cinq jours après le scrutin, elle a comparu devant le tribunal pour insulte au président, propagande terroriste, humiliation de l'État turc et incitation du peuple à la haine et à l'adversité... en raison de tweets, la plupart rédigés il y a plusieurs années. Mais le véritable motif est manifeste : punir – elle risque jusqu'à 17 ans de prison – celle qui est considérée comme « l'architecte » de la victoire d'Ekrem İmamoğlu, le candidat soutenu par l'opposition à Istanbul. Le pouvoir politique tente de même de

faire obstruction à l'administration de la mairie par le CHP, notamment par le refus des dirigeants – AKP – des entreprises liées à la mairie de démissionner de leur poste. Ce n'est que la semaine dernière que les démissions ont enfin été soumises mais la majorité détenue par le bloc AKP-MHP (extrême droite) dans le conseil municipal constitue un obstacle permanent pour la gestion de la ville.

Désordre dans les rangs de l'AKP

L'ancien ministre de l'Économie et vice-président de l'AKP Ali Babacan

a finalement démissionné de son parti pour accélérer la construction d'une nouvelle formation politique pro-occidentale. Accusé par Erdogan de vouloir « diviser la Oumma », Babacan, parrainé par l'ancien président de la République Abdullah Gül, et soutenu par des anciens du parti, compte reforger un mouvement politique qui s'inspirera du discours pro-européen de l'AKP de la première heure. Les rapports de Babacan – qui fut l'ancien négociateur en chef des relations Turquie-UE – avec le monde occidental et notamment avec les investisseurs sont présentés comme une voie de sortie de la double crise économique et politique, avec un programme libéral de démocratisation et de rétablissement des rapports internationaux. Il serait ainsi question d'un réalignement de l'État turc sur les intérêts de l'impérialisme

Un monde à changer

LE RETOUR DU TURC MÉCANIQUE. À la fin du 18^e siècle et au début du 19^e siècle, s'est produit à travers l'Europe un mannequin automate joueur d'échecs. Plusieurs célébrités de l'époque ont joué contre le « Turc » dans le socle duquel se cachait en fait un humain. Le capitalisme est en train de produire en série des Turcs mécaniques dissimulant le travail d'hommes et de femmes bien concrets et exploités.

Un groupe de chercheurs a publié une étude estimant pour la première fois le nombre des travailleurEs invisibilisés du numérique en France. Il serait de l'ordre de 250 000 au total (certains réguliers, d'autres, les plus nombreux, occasionnels). « Souvent répétitives et peu qualifiées, [ces tâches] consistent, par exemple, à identifier ou nommer des objets sur des images, transcrire des factures, traduire des morceaux de texte, modérer des contenus (comme des vidéos), trier ou classer des photographies, répondre à des sondages en ligne », détaillent les chercheurs.

Il existe en effet de par le monde des millions de travailleurEs invisibles derrière les activités du numérique. Ces travailleurEs s'ajoutent aux contributions plus ou moins volontaires que chacun d'entre nous apportons aux plateformes et réseaux.

L'OIT (Organisation internationale du travail) a interrogé 3 500 travailleurEs réguliers travaillant pour 5 plateformes dans 75 pays. Ces travailleurEs sont non seulement mal payés mais, de plus, considérés comme des « travailleurEs indépendants », ce qui les prive de toutes les protections attachées au statut de salarié. *Le Monde* raconte ainsi qu'Amazon a lancé en 2006 une plateforme appelée Amazon Mechanical Turk, nom directement inspiré du fameux « Turc ». Ils sont 500 000 « turkers » (contraction de worker et de Turk) à s'être inscrits sur la plateforme ; aux États-Unis ou en Inde, des milliers de personnes espèrent en tirer un complément de revenu, voire un moyen de subsistance. Nettoyage de bases de données, « taggage » d'images ou de vidéos, modération, transcription... Un labeur souvent répétitif, monotone, ingrat et pourtant indispensable au développement de services sophistiqués. Les « turkers » accomplissent ce travail en tant qu'indépendantEs, sans protection sociale d'aucune sorte, pour une rémunération souvent dérisoire. « Notre travail fait tourner la planète. Nous organisons Internet. Nous aidons des multinationales à faire des profits immenses et nous gagnons un salaire d'esclave », résume « Lucile », une Étatsunienne de 29 ans.

ALGÉRIE « On a eu la coupe, maintenant on veut faire partir le système »

Le football a toujours joué un rôle dans les quartiers populaires en Algérie. La victoire à la CAN est un encouragement pour le peuple, qui y voit un espoir pour l'Algérie.

Vendredi 19 juillet, la mobilisation s'est maintenue, car les gens ont l'habitude de marcher chaque semaine avec des mots d'ordre en réponse aux discours de Gaïd Salah et Bensalah.

Contre la répression

Les mobilisations des avocatEs ont repris de la force. Au début du mouvement, ils et elles manifestaient chaque mercredi. Ensuite ça a été plus petit. Récemment, avec la répression, les avocatEs ont recommencé à se mobiliser plus fortement, le mercredi mais aussi le vendredi avec leur propre carré. Ils et elles se sont constitués en collectif, depuis le début, contre le système, mais aussi contre la répression, qui est aujourd'hui la tactique du système pour intimider le mouvement. L'action des avocatEs aide à combattre cette politique en lui ôtant de la légitimité.

La libération de Hadj Ghermoul après 6 mois de prison n'est pas la preuve du recul de la répression :

son verdict était de 6 mois, il a donc été libéré à la fin de sa peine. Mais par contre les autres ne sont pas libérés.

Le pouvoir a arrêté Haddad et d'autres gens corrompus, pas parce qu'ils ont volé l'argent public, mais pour des motifs bidons. Par exemple, Haddad a été arrêté sous prétexte qu'il a deux passeports. Dans le même temps, ils arrêtent des manifestantEs et militantEs pour intimider et disperser les mobilisations.

Heureusement, les larges masses populaires maintiennent la mobilisation du vendredi. Mais sans donner une alternative. À Bejaïa, dans le « carré de gauche » animé essentiellement par le PST, l'Assemblée constituante est mise en avant depuis le début. Ensuite, le carré des enseignantEs et les étudiantEs n'a pas hésité à reprendre ce slogan dans les marches du vendredi comme celles du mardi. Les carrés sont organisés par quartiers et certains revendiquent l'Assemblée constituante.

Des personnalités pour sauver le régime

De son côté, le pouvoir cherche une voie, un dialogue pour sortir de la crise en renflouant le système. Il a sollicité des organisations et collectifs pour un dialogue social, dans l'optique d'organiser une élection présidentielle.

Leur « conférence nationale de dialogue » s'est déroulée le 6 juillet, avec des représentants d'organisations variées, mais non représentatives du mouvement. Leur but était d'établir une feuille de route pour organiser l'élection. Cela n'a pas vraiment de légitimité, mais des personnalités ont été suggérées pour négocier avec le pouvoir. Pourtant, s'ils sont vraiment représentants du peuple, qui les a désignés ? L'appel parle d'une société égalitaire mais il y a seulement 4 femmes parmi les 14 personnalités... Djamilia Bouhired a bien été désignée, mais elle a démenti en disant qu'elle se situe avec le Hirak, ne veut pas négocier avec le pouvoir

et appelle à ce que le peuple reste mobilisé.

Continuer à lutter pour en finir avec le système

Le peuple refuse ces négociations, comme la présidentielle du 5 juillet ; il veut le départ du système entier. Le mouvement a pris un caractère permanent. Il faut s'attendre à ce qu'il y ait des manifestations d'autres couches de travailleurEs, en plus du vendredi. C'est en tout cas ce qu'on souhaite, pour imposer une autre démarche, une autre perspective, l'Assemblée constituante souveraine comme perspective pour que soient désignés des représentantEs du peuple, des travailleurEs, des chômeurEs, des étudiantEs, pour les intérêts des masses populaires. À côté de ça, on appelle à maintenir la mobilisation, à mettre en avant la levée du secret bancaire, pour que ceux qui ont pris l'argent du peuple algérien paient. On veut la justice sociale. La Constituante, dans ce sens, est une étape pour légitimer les revendications populaires et ouvrir la perspective d'un changement de société.

Wissem et Lemnouar, membres du PST

occidental. Il est pour l'instant difficile de mesurer l'effet que pourra avoir un tel parti au niveau de l'opinion publique. D'autant plus que l'ancien Premier ministre Ahmet Davutoglu s'appête lui aussi à lancer un nouveau parti. Mais si Erdogan n'arrive pas à inverser la tendance de désagrégation au niveau de sa base, ce qui semble difficile compte tenu de l'approfondissement de la crise économique, un Babacan profitant d'un soutien international pourrait porter un coup plus ou moins sévère à son ancien chef.

Rupture militaire avec les États-Unis

L'achat de systèmes de défense anti-aérienne russes S-400 s'est finalement soldé par une réaction concrète de la part des États-Unis après plusieurs mois de menaces. Après que la livraison des missiles russes a commencé

il y a deux semaines, le ministère de la Défense US a décidé d'exclure la Turquie du programme d'avion militaire F-35. Cela signifie qu'Ankara ne pourra pas acquérir les 100 avions de combat pour lesquels 1,4 milliard de dollars ont déjà été payés, et ne pourra pas non plus continuer à fabriquer les plusieurs centaines de pièces détachées (ce qui devait rapporter 11 milliards de dollars). C'est la conséquence d'un changement de position dans la politique extérieure et d'un rapprochement de l'État turc avec la Russie, engagé après la tentative de coup d'État en 2016 – jugée être soutenue par les USA – et l'alliance de Washington avec les forces kurdes de Syrie dans la lutte contre Daesh. Ainsi, la stratégie d'Erdogan de poursuivre ses rapports avec les différents acteurs internationaux et se servir de leurs relations conflictuelles pour élargir sa marge de manœuvre (le



tout accompagné d'un discours anti-impérialiste) semble atteindre ses limites. Cette rupture avec les États-Unis – même si Trump n'y semble pas favorable – devrait accélérer la

dépendance d'Ankara envers Moscou, qui doit probablement être satisfait d'avoir pu provoquer un tel conflit au sein de l'Otan.
Uraz Aydin

Le chiffre

20 ans

C'est l'âge de Soufiane, 20 ans, qui a perdu un œil suite à un tir de LBD à Lyon le soir du 19 juillet. Son crime ? Avoir célébré dans les rues la victoire de l'Algérie lors de la Coupe d'Afrique des nations.



Agenda

Samedi 27 juillet, manifestation des Gilets jaunes Acte 37.

Du 21 au 25 août, sommet alternatif et manifestations au Pays basque contre le G7 et son monde, Hendaye (64). Plus d'infos sur : <http://alternativesg7.org>

Du 25 au 28 août, 11^e université d'été du NPA, Port-Leucate. Infos et inscriptions sur : www.npa2009.org/ue2019

L'Anticapitaliste

suspend sa parution durant le mois d'août

Rendez-vous le jeudi 8 septembre

NO COMMENT

Le nerf de la guerre en matière de transition écologique, c'est la finance.

BRUNO LE MAIRE, Twitter, 18 juillet 2019.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

ÉCOLOGIE

Les trois temps de la valse: Hulot, de Rugy, Borne

Recyclage permanent au ministère de l'Écologie. De un mois à un an, les nommés n'y font pas long feu (exceptée Atomic Royal qui a tenu 3 ans). Après Hulot qui a craqué, semblant découvrir que l'écologie n'était pas compatible avec le capitalisme, c'est de Rugy qui doit partir. Macron a beau faire, un ministère de l'Écologie est une mission impossible dans un système basé sur l'exploitation de la Terre et de ses occupantEs.

Macron, l'imposteur « roi de la Terre », ne mènera jamais les politiques capables d'enrayer la crise écologique. Défenseur zélé du système, il est la garantie pour les puissants qu'ils n'ont rien à craindre pour leurs profits. Même le Haut Conseil pour le climat mis en place en novembre 2018 l'affirme: « Le gouvernement doit revoir sa copie »; « actions insuffisantes »; « dispositifs trop faibles ». C'est dire!

De Rugy a poursuivi le saupoudrage de demi-mesures du pâle Hulot et entériné ses renoncements. Après le rejet des amendements réclamant l'inscription dans la loi Énergie et climat de la fermeture des quatre dernières centrales à charbon, il a repoussé l'interdiction de louer des passoires thermiques. De Rugy a aussi présenté le nucléaire comme « une énergie décarbonée » et approuvé la poursuite de l'EPR de Flamanville, malgré les déboires techniques et financiers. Bref: il n'a servi à rien.

Borne, on l'aime déjà!

Élisabeth Borne arrive au ministère de l'Écologie avec un passé chargé. Cette ex-directrice de la SNCF et de la RATP a lancé, en 2018, la réforme qui marque la fin du statut des cheminotEs, l'ouverture du rail à la concurrence, offrant au privé les investissements publics, la suppression de 9 000 km de lignes, dont celle de Perpignan-Rungis, déversant ainsi des milliers de camions sur les routes et des tonnes de carbone dans l'atmosphère.

Toujours ministre des Transports, elle défend le projet de loi d'orientation des mobilités (LOM) censée « verdir » les transports et lutter contre la pollution. Pourtant c'est bien elle qui a confirmé des projets autoroutiers dévastateurs de terres agricoles, d'espaces naturels, ruineux pour les finances publiques, avantageux pour le privé, générateurs de pollution supplémentaire: l'autoroute reliant l'A28 à l'A13, faussement appelée contournement Est de Rouen, et le grand projet inutile GCO autour de Strasbourg. Formulée par ses études à Polytechnique et aux Ponts et chaussées, puis par son passage chez Eiffage, E. Borne est mal placée pour diminuer l'impact des transports sur le climat... Comme les autres, elle invoquera certainement « l'écologie pragmatique » pour justifier ses renoncements. Nous n'avons rien à en attendre. Ne comptons que sur les mobilisations pour sauver le climat. Les grèves scolaires, les appels des syndicats, le mouvement des Gilets jaunes, le refus des grands projets inutiles imposés... Les forces existent et s'organisent, regroupons-les pour imposer un autre monde.

Commission nationale écologie

FIN DU MONDE CONTRE FIN DU MOIS



HÔPITAL Pas de homard pour les urgences!

Samedi 27 juillet, réunion du Comité national de grève. Collectif Inter-urgences et syndicats ne lâchent rien et poursuivent la mobilisation jusqu'en septembre, avec la perspective d'une assemblée générale et d'une manifestation nationale. De Lille à Nice, de Redon-Carentoir en Bretagne à Saint-Gaudens en Occitanie, de Caen à Clermont-Ferrand, la lutte s'enracine et ne faiblit pas pour dénoncer et s'opposer à la catastrophe sanitaire qui s'annonce.

Depuis le 18 mars, après une série d'agressions, les soignantEs des urgences de l'hôpital parisien Saint-Antoine sont en grève illimitée. Dans les jours suivants, les agentEs de quatre établissements voisins, dont Lariboisière où une personne est décédée dans la salle d'attente, faute de prise en charge, leur avaient emboîté le pas et le collectif inter-urgences était lancé. Aides-soignantEs, infirmierEs, non syndiquéEs, ils et elles fondent le 25 mai, lors de la première assemblée générale, une association disposant d'une centaine de relais, partout en France et aux Antilles. Avec le soutien de SUD, de la CGT et de FO, le mouvement s'étend rapidement. La carte publiée par le Collectif recense aujourd'hui près de 200 services en lutte. À ce jour, la pétition de soutien a recueilli plus de 100 000 signatures.

La mobilisation s'étend

Deux manifestations nationales plus tard, les 6 juin et 2 juillet, la mobilisation ne faiblit pas. Les 70 millions d'euros, 0,08% du budget global, lâchés par la ministre, ne sont pas à la hauteur des besoins: les grévistes exigent 10 000 embauches pour assurer, en toute sécurité, des soins de qualité, la réouverture des lits fermés pour en finir avec les hospitalisations-brancards dont la mortalité et la morbidité sont élevées et enfin une revalorisation de 300 euros net des salaires parmi les plus bas de la fonction publique. Les 100 euros qui leur seront versés ce mois-ci sonnent comme une aumône.



À La Rochelle, la semaine dernière, les grévistes ont chassé Agnès Buzyn, qui a été exfiltrée de l'hôpital sous la protection de la police.

Aujourd'hui encore des services d'urgences annoncent leur entrée dans la grève. Et faute de réponses satisfaisantes des autorités sanitaires, des élus, comme à Montauban, ont décidé de boycotter le conseil de surveillance de l'hôpital, instance qui associe direction de l'établissement et représentantEs municipaux qui ont leur mot à dire sur la gestion de celui-ci. À Beaumont-sur-Oise, le comité de défense des usagerEs constitué début février, à l'origine

d'une mobilisation des éluEs, du personnel hospitalier et d'habitantEs qui a sauvé, fin mai, maternité et pédiatrie, reste sur le pont pour les urgences en grève illimitée depuis une semaine.

La grève, un symptôme

Pour Médecins du monde, dont 40% des patientEs nécessitent une prise en charge urgente et la moitié ont un retard de recours aux soins, la grève des urgences est le signe d'une dégradation généralisée de l'accès aux soins: « Les services d'urgences ont vu leur fréquentation doubler en vingt ans, sans que jamais les moyens

financiers, structurels et humains ne soient à la hauteur. Les soignantEs en sous-effectif sont épuisés et ne peuvent plus assurer leur mission. À bout physiquement et psychologiquement, ils/elles ne trouvent plus de sens à leur travail au sein d'un système au bord de l'implosion. » L'Association des médecins urgentistes parle même d'effondrement. Des effectifs en baisse, des SMUR et des lits fermés, congés et arrêts maladie, la saison estivale s'annonce pleine de danger. Pics de chaleur, surpopulation, accidents à la mer, à la montagne ou sur les routes saturées, piqûres d'insectes, brûlures du soleil, barbecues, le taux de fréquentation explose l'été...

Marée blanche

« Pas de vacances pour les urgences » titre le dernier communiqué du collectif. Il annonce des rassemblements régionaux et, conscient que les hôpitaux parisiens ne représentent qu'une minorité des services en grève, il restera solidaire et vigilant pour dénoncer les drames liés aux politiques de restrictions budgétaires, car il juge inacceptable que le budget global des hôpitaux ne soit pas augmenté, que ce qui est donné aux Urgences se fasse au détriment d'autres services. C'est donc bien une marée blanche, portée par la population et les éluEs, que les grévistes et leurs choutiens vont s'atteler à construire, pour faire sauter le verrou budgétaire que le gouvernement maintient contre l'intérêt général.

CorrespondantEs

CETA Paradis des « investisseurs », enfer du réchauffement climatique

Le traité de libre échange – commerce et investissements – entre le Canada et l'Union européenne ne passe pas comme une lettre à la poste: la forte opposition citoyenne (autour d'ATTAC et d'associations écologiques et paysannes) a eu des échos jusqu'à l'Assemblée nationale mercredi 17 juillet. La pression de l'UE est maximale: c'est que le CETA serait la matrice supra-nationale de tous les futurs accords négociés directement par les instances de l'UE. Bétonner dans les textes le néolibéralisme autoritaire, voilà leur objectif. Dégâts environnementaux et sanitaires majeurs certains.

On se souvient de 2005 en France et du non majoritaire au TCE, piétiné en 2007 par le PS et la droite réunis en congrès. On se souvient des IrlandaisE mais aussi des HollandaisE, qu'on a fait re-voter jusqu'à ce qu'ils et elles se déjugent.

On se souvient de la Wallonie qui a bloqué le CETA en 2016 et des velléités de résistance affichées par Tsipras au premier semestre de 2015. En Belgique et en Grèce, les parlements ont acquiescé in fine à tout... CETA y compris.

Aujourd'hui, l'Italie de Salvini affiche son opposition au CETA dans une posture nationaliste: diplomates et commissaires européens se succèdent à Rome, maniant promesses et menaces, pour arracher le consentement. En France, le gouvernement de Sarkozy a préparé le CETA, celui de Hollande l'a mis en application provisoire depuis 2017. Le CETA est précisé aujourd'hui dans un texte de 1500 pages et doit être ratifié mardi



23 juillet. Et devra être ratifié par l'ensemble des États membres de l'UE.

« Tribunal arbitral »

Multiplier les échanges, les investissements, les occasions de profit et inventer de nouvelles garanties pour les capitalistes, voilà à quoi ils s'acharnent. Stabiliser de force

un système hautement instable: au service exclusif de la démesure capitaliste, ils proclament le profit comme légitimité ultime.

« Tribunal parallèle » est l'autre nom du « tribunal arbitral », qui se marie si bien avec mafia... Un dispositif qui permettra de contraindre les peuples via les États nationaux, en cas de litige, au moyen d'instances échappant à tout contrôle démocratique, voilà leurs pratiques. Édouard Bourcieu, commissaire européen, a lâché le morceau: « Cela apporte une protection aux investisseurs européens contre le risque d'expropriation sans compensation... » Pour son arrêt du nucléaire, l'Allemagne se voit réclamer plus de 5 milliards d'euros en compensation de profits escomptés!

Blabla du « veto climatique »

L'examen sérieux du traité enrage celles et ceux qui sont engagés dans le combat contre le réchauffement

climatique. Il est évident que les émissions de GES (gaz à effet de serre) vont être boostées quand les échanges commerciaux Canada-UE seront eux-mêmes dopés par la dérégulation.

Le traité ne fait aucune référence à l'Accord de Paris de la COP21, jugé pourtant très insuffisant. À noter que celui-ci excluait le transport aérien et maritime. Sur 1500 pages du CETA, 13 concernent l'environnement, sans la moindre disposition contraignante. Alors où est le prétendu « veto climatique »?

Le débat a beaucoup tourné autour du commerce de la viande. Il s'avère que les farines animales continueront d'être données aux bêtes dans les usines à viande canadiennes, et que rien dans le traité n'en interdira la vente dans l'UE. De même, l'utilisation de la chimie dans l'agriculture est bien moins réglementée au Canada. Alors, où est le « veto écologique »?

Commission nationale écologie

LA FIN D'UN SIÈCLE

Le soir du 9 novembre 1989, un symbole de la Guerre froide et de l'oppression des peuples du bloc soviétique s'effondre : à Berlin, alors que des manifestations font convulser le régime est-allemand, la population s'attaque au mur érigé en août 1961 et le détruit. Les scènes de liesse et de fraternisation entre populations de Berlin-Ouest et de Berlin-Est font le tour du monde, annonciatrices de l'écroulement du bloc soviétique et de la fin de la Guerre froide.

La chute du Mur de Berlin est le symbole, en actes, de la fin d'un siècle, ouvert en 1917 par la révolution russe et la prise du pouvoir par les Bolcheviks durant la Première Guerre mondiale, toile de fond de la naissance du « court 20^e siècle » étudié par l'historien britannique Eric Hobsbawm dans son magistral *l'Âge des extrêmes*¹. Pour Hobsbawm, « le monde qui s'est morcelé à la fin des années 1980 était le monde façonné par l'impact de la Révolution russe de 1917. Nous en avons tous été marqués, par exemple, pour autant que nous ayons pris l'habitude de penser l'économie industrielle moderne en termes de pôles opposés, le "capitalisme" et le "socialisme" comme des systèmes inconciliables, l'un étant identifié aux économies organisées sur le modèle de l'URSS, l'autre au reste du monde. »

En effet, si l'immense espoir suscité par la Révolution d'octobre avait depuis bien longtemps été anéanti par la contre-révolution bureaucratique du Thermidor stalinien, l'existence d'un « autre » face au système capitaliste demeurait une clé de compréhension du monde. La chute du Mur ne fut pas un coup de tonnerre dans un ciel serein, mais elle précipita l'effondrement de l'URSS et de l'ensemble du bloc soviétique. Certains proclamèrent alors la « fin de l'histoire », pronostiquant le triomphe absolu, et définitif, du capitalisme néolibéral. 30 ans après, au regard des crises à répétition du capitalisme et de l'instabilité du système, force est de constater que ces prophètes ont eu tort et que l'idée d'un « autre monde possible », sinon nécessaire, a survécu. 30 ans après, retour sur cet événement, ses racines, sa signification et sa portée, sans nostalgie aucune, mais sans résignation. Julien Salingue

¹ – Eric Hobsbawm, *l'Âge des extrêmes, histoire du court 20^e siècle*, coédition le Monde diplomatique - Éditions Complexe, 1999.

IL Y A 30 ANS, LA CHUTE DU MUR DE BERLIN



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

QU'ÉTAIT LE BLOC SOVIÉTIQUE ?

La notion de bloc s'est mise en place à Yalta, lorsque les Soviétiques et les Anglo-Américains se sont partagé l'Europe. Dans le cas soviétique, ce bloc a rassemblé des pays vaincus ou ravagés par la guerre, que l'URSS voulait transformer en un glacis, susceptible de la protéger d'une nouvelle agression des puissances capitalistes qui dominaient l'Europe occidentale.

Un espace de conquête

Le bloc soviétique s'est constitué sur les ruines de pays vaincus et traumatisés par la guerre. Il regroupait pour une part des pays qui, comme la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie, avaient constitué d'anciens satellites de l'Allemagne nazie. Privés de leur souveraineté, condamnés à acquitter de lourds dommages de guerre à l'URSS, ces pays avaient été placés sous administration de l'armée soviétique qui les avait soumis à toute sorte d'exactions punitives. D'autres pays, comme la Tchécoslovaquie ou la Pologne, avaient été dévastés par les armées allemandes, avant d'être libérés par les armées soviétiques qui avaient profité de la situation pour annexer une partie importante de leur territoire et les soumettre à leur domination. Enfin, la RDA constituait l'ancienne zone d'occupation soviétique en Allemagne et était soumise à un régime d'occupation et de punition particulièrement accentué.

Le bloc soviétique fut ainsi, d'abord et avant tout, conçu comme une terre conquise sur laquelle l'Union soviétique avait établi par le droit de la guerre son emprise impérialiste. La mise en place de gouvernements



Les dirigeants du bloc soviétique réunis à Berlin en octobre 1989, pour fêter les 40 ans de la RDA. WIKIMEDIA COMMONS

communistes ne fut donc pas le fruit d'une révolution sociale, mais de la volonté de Staline qui confia le pouvoir à des partis qu'il contrôlait d'autant plus étroitement que leur direction avait vécu en exil à Moscou durant la guerre. Les régimes socialistes des pays de l'Est ne se mirent donc pas en place au terme d'un processus révolutionnaire d'appropriation par la classe ouvrière des moyens de production, mais par imposition par le haut du modèle stalinien : partout les terres furent collectivisées sur le modèle soviétique, l'industrie fut organisée selon les principes mis en place en Union soviétique et la société fut brisée par l'instauration d'un régime de terreur policière. Les seules véritables exceptions à cette règle provinrent de la Yougoslavie et de l'Albanie, où la résistance, dominée par les communistes, était parvenue à se libérer seule, avant d'y établir un socialisme fortement teinté de nationalisme.

Ces circonstances historiques permirent à ces deux pays de conserver leur souveraineté et de rompre avec Moscou, pour la Yougoslavie dès 1948 et pour l'Albanie en 1960. Ces possibilités n'existaient en revanche pas pour les autres pays du bloc socialiste, dont les dirigeants avaient juré une fidélité inconditionnelle à l'URSS et à Staline, qui s'attachait à épurer régulièrement les partis « amis », afin de faire vivre leurs directions dans la terreur. Avec la déstalinisation, la domination soviétique fut plus souple, les Soviétiques autorisant par exemple la Pologne à dissoudre la quasi-totalité de ses coopératives agricoles dès les années 1950 ou encore la Hongrie à développer dans les années 1970 et 1980 une économie largement fondée sur le marché et la petite entreprise privée. Pour autant, jamais les Soviétiques ne cédèrent sur l'essentiel : les pays du bloc ne jouissaient que d'une souveraineté limitée, qui

devait les contraindre à accepter l'hégémonie soviétique.

Un socialisme formel

L'hégémonie soviétique se traduisit d'abord par l'intégration militaire des pays du Bloc puisque, dans le cadre du Pacte de Varsovie (1955), leurs armées se trouvaient de fait placées sous commandement soviétique. Elle impliquait aussi un alignement de leur diplomatie sur les intérêts russes, ce qui les amenait par exemple à voter comme l'Union soviétique à l'ONU. Elle se concrétisait aussi par une intégration économique : dans le cadre du Comecon (1949), les pays de l'Est faisaient partie intégrante de la planification soviétique, dans la mesure où elle était liée à l'URSS par un système d'échanges commerciaux très favorable aux intérêts russes. L'économie des pays de l'Est était donc socialiste, mais ce socialisme était en réalité formel. Loin d'appartenir aux

travailleurEs, les grandes entreprises étaient en effet aux mains d'une petite élite de bureaucrates, qui gérait le système sous le contrôle et pour le profit des Russes. Loin d'être tournée vers la satisfaction des besoins populaires, l'économie de ces pays priorisa le développement de l'industrie lourde, ce qui amena à la mise en place d'une économie de pénurie, où la population était largement privée des biens de consommation élémentaires.

Une résistance massivement ouvrière

Jamais les populations n'acceptèrent de vivre dans cette nouvelle prison des peuples qui ne put survivre que par la répression policière et surtout l'intervention militaire régulière des soviétiques qui accoururent régulièrement au secours de régimes contestés par leurs peuples. Dès 1953, l'armée soviétique dut intervenir en RDA afin d'écraser dans le sang le soulèvement du prolétariat berlinois. En 1956, l'armée soviétique mettait fin à la révolution hongroise, faisant au passage fusiller la direction du Parti communiste hongrois, coupable de ne pas avoir contenu les aspirations populaires. En 1968, les chars soviétiques entraient en Tchécoslovaquie, qui fut désormais soumise à un régime d'occupation. Pendant les 40 années que dura le bloc soviétique, la résistance des peuples fut ainsi permanente, comme en témoigne l'histoire de la Pologne, marquée par des grèves de masse à caractère insurrectionnel en 1956, 1970, 1980, qui amenèrent le régime

à mettre en place en 1981 l'état de guerre, afin d'éviter une nouvelle intervention soviétique. La résistance se manifesta aussi par une émigration massive ; malgré les dangers encourus, la fuite des Allemands de l'Est fut ainsi telle que la RDA passa de 18,3 à 16 millions d'habitants entre 1950 et 1990.

L'aspect le plus marquant de ces résistances fut leur caractère prolétarien. Partout, en effet, le fer de lance des soulèvements fut la classe ouvrière, dont la capacité d'action était d'autant plus forte que le développement de l'industrie lourde avait créé de fortes concentrations ouvrières. De la RDA à la Pologne, les soulèvements antisoviétiques furent initiés par des grèves ouvrières contre les cadences infernales, pour la réduction du temps de travail et l'augmentation des salaires ou encore pour le droit de grève et la constitution de syndicats indépendants. Cette situation a toujours posé un problème théorique aux marxistes, dans la mesure où il a pu sembler difficile de définir la nature sociale de ces régimes qui avaient, à travers les partis communistes qui les dirigeaient, une origine ouvrière, mais qui n'en mirent pas moins en place un système d'exploitation du prolétariat. L'essentiel est en effet là : privée de ses droits démocratiques, astreinte à de dures journées de travail et à des salaires de misère, la classe ouvrière s'est en effet opposée partout à ces régimes qui n'étaient à l'évidence pas les siens.

Laurent Ripart



POURQUOI BERLIN ?

D'où vient le fait que la chute du Mur de Berlin le 9 novembre 1989 soit devenue la date marquant la fin d'une période, bien plus que l'éclatement de l'URSS le 26 décembre 1991 ?

Berlin est un des lieux symboliques de l'histoire de l'impérialisme au 20^e siècle. Symbole d'abord de la montée en puissance de l'impérialisme allemand et de sa capacité à contester les rapports de forces inter-impérialistes. Symbole de la capacité de la révolution ouvrière à porter un coup déterminant au capitalisme, faisant dire à Lénine en mars 1918 : « *La vérité absolue, c'est qu'à moins d'une révolution allemande, nous sommes perdus* ». Puis, symbole de la victoire du fascisme et de son mode délirant de domination, avant de devenir le symbole de la défaite nazie. Enfin, symbole de la Guerre froide entre le bloc impérialiste et l'URSS.

Berlin, symbole de la lutte des classes en Allemagne

Contrairement à la plupart des capitales européennes, Berlin n'a pas une histoire centenaire. Ce n'est qu'en 1870 que la ville est devenue la capitale de l'empire allemand naissant et de la bourgeoisie industrielle, qui s'en est remise à cet empire pour gérer la politique nationale et internationale pendant qu'elle faisait prospérer ses affaires. Berlin a été, à partir de 1919, l'épicentre de la révolution allemande. C'est là qu'un parti social-démocrate a, pour la première fois dans un bastion impérialiste, été porté au pouvoir par une révolution ouvrière et l'a écrasée avec l'assassinat de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, un tournant majeur.

Mais l'écrasement de la révolution de 1919-1923 n'a pas stoppé la lutte des classes, ce qui a poussé la bourgeoisie allemande à s'en remettre, en dernier recours, aux nazis. Berlin est donc devenue, à partir de 1933, la vitrine du régime, tout en se renforçant comme centre industriel boosté par les ambitions expansionnistes. Le régime nazi avait anéanti les organisations ouvrières, le stalinisme achevant d'éliminer les dirigeants ouvriers restés fidèles au projet révolutionnaire. Pourtant le spectre d'une vague révolutionnaire renaissant en Allemagne a hanté les



Voppe, Porte de Brandebourg. PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

conférences internationales des Alliés. Ce n'est pas tant qu'ils avaient à craindre des quelques milliers de militantEs qui avaient survécu, mais bien de la résurgence dans les consciences de décennies d'expériences de lutte sociales et politiques. De Téhéran à Yalta, les États-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni et, repêché in extremis, l'impérialisme français, ont tenté de régler la mise sous contrôle de l'Allemagne vaincue et de Berlin par un plan d'occupation quadripartite. En application de ces accords, les armées occidentales ont laissé l'armée soviétique appuyée par des bombardements occidentaux transformer Berlin en champ de ruines (600 000 logements détruits). Les 2,8 millions de Berlinoises, dont deux millions de femmes, furent livrés à un déferlement de violence. À Berlin des centaines de milliers de femmes furent violées (pas que par des Russes), comme le raconte Marta Hillers dans son journal *Une femme à Berlin* (avril-juin 1945). La population réduite à la famine est contrainte au travail forcé, dans une double logique de punition collective du nazisme et de démantèlement des différentes formes de la puissance économique et politique.

Berlin, théâtre et symbole de la Guerre froide

Mais l'alliance contre-révolutionnaire de l'impérialisme et

du stalinisme ne pouvait être durable. L'Allemagne vaincue, l'existence de l'URSS est redevenue intolérable pour les puissances impérialistes. Et Berlin, divisée en quatre secteurs d'occupation en pleine zone occupée par les Soviétiques, devint donc le théâtre de leur confrontation à travers une succession de crises dans lesquelles s'est réévalué le rapport de forces entre puissances et s'est reconstruit un État allemand.

Le blocus de Berlin (juin 1948-mai 1949) a été la première confrontation d'une inédite Guerre froide. En réaction à l'offensive économique des États-Unis (plan Marshall, unification monétaire des trois zones occidentales d'occupation) pour tenter de reconstruire une économie de marché sous hégémonie US, les Soviétiques décident de fermer toutes les communications entre Berlin-Ouest et les zones d'occupation occidentale, imposant un blocus alimentaire et énergétique à la population de Berlin pour la pousser à rejeter les Occidentaux. Les États-Unis, appuyés par le Royaume-Uni, mettent en place un pont aérien pour ravitailler Berlin-Ouest : un avion atterrit toutes les trois minutes pour amener le fret et emmener les malades... Sous la menace du recours à l'arme nucléaire US, le système anti-aérien soviétique n'attaque aucun avion et aucune

troupe occidentale au sol ne tente de forcer le blocus. L'inefficacité du blocus impose à l'URSS d'y mettre un terme. C'est une victoire politique pour les impérialismes. Les Occidentaux ont imposé le maintien de leur présence à Berlin, ainsi que l'établissement d'un État fédéral allemand auquel les Soviétiques répondent par la création de la République démocratique allemande. S'ouvre une concurrence effrénée pour asséner la démonstration de l'économie de marché sur l'économie planifiée. Mais qui n'aboutira pas à la victoire par KO attendue par les occidentaux. À l'inverse même, le 16 juin 1953, le spectre de la révolution ouvrière se réactive à Berlin-Est à l'initiative des ouvriers du chantier de construction de la Stalinallee contre les nouvelles normes du gouvernement bureaucratique. Le lendemain, la grève devient politique, s'étend aux usines Leuna et de nombreuses autres, « *pour le pain et la liberté* ». Si le gouvernement de RDA sent souffler le vent du boulet et doit rendre des comptes, le gouvernement de RFA et les puissances impérialistes se gardent bien de s'opposer à l'intervention de l'armée soviétique.

L'impérialisme ne remporte pas une victoire politique, mais par contre il marque des points par son développement économique. À Berlin comme dans le reste de l'Allemagne de l'Ouest, le boom de la société de consommation attire de plus en plus d'Allemands de l'Est. En 1960, plus de 200 000 Allemands fuient la RDA en rejoignant Berlin-Ouest, et en juillet 1961 ils et elles sont 30 000. C'est ce qui va décider le gouvernement de RDA et l'Union soviétique à lancer, en août 1961, la construction d'un Mur devenu le symbole de la séparation la plus hermétique possible et de l'enfermement des Allemands de l'Est. Le Mur est une défaite politique du bloc soviétique qui renforce et accélère la concurrence idéologique, économique, scientifique, culturelle, ainsi que la course aux armements, immense gâchis de ressources matérielles et humaines. Jusqu'en novembre 1989...

Cathy Billard

DERRIÈRE LE « BLOC SOVIÉTIQUE », UN VOCABULAIRE DE GUERRE FROIDE, UNE RÉALITÉ CONFLICTUELLE

Après la phase de consolidation bureaucratique de l'URSS (années 1930-1940), Staline déclara le socialisme réalisé, sur la base de la planification centraliste et étatiste et de la collectivisation forcée des campagnes.

Vers le schisme yougoslave

Cependant, la guerre civile antifasciste au sein de la Seconde Guerre mondiale aboutit à un scénario « impur ». Les alliances antifascistes que Staline avait voulu canaliser au profit de sa diplomatie et de la « construction du socialisme dans un seul pays » basculèrent vers la guerre froide entre systèmes : le

plan Marshall des États-Unis (et ses dimensions anticommunistes radicalisées avec le maccarthysme), la reprise de la révolution (Yougoslavie, Albanie, Chine), et même le « coup de Prague » faisant de la Tchécoslovaquie un régime communiste de parti unique (mais très populaire) : rien de tout cela ne « respecta » le partage du monde de Yalta.

Le premier grand schisme au sein du mouvement communiste fut lié à la révolution yougoslave, stimulant des projets de confédération socialiste des Balkans échappant au contrôle de Staline. D'où l'« excommunication » des « titistes » par le Kremlin en 1948, et des purges

affectant bien des partis de la région. Se réclamant de la Commune de Paris et de Marx contre Staline, les dirigeants yougoslaves légalisèrent les conseils ouvriers (l'autogestion) au sein des entreprises puis des services et, après 1956, impulsèrent le « non-alignement » anticolonialiste. Après la mort de Staline (1953), le 20^e congrès de « déstalinisation » en 1956 produisit une stabilisation bureaucratique « réformiste », par la remise en cause du goulag et des principaux crimes staliniens, et une plus grande satisfaction des besoins fondamentaux, un revenu social non monétaire et un emploi garanti, sans remettre en cause le parti unique.

Impasses de la planification bureaucratique

Jusqu'aux années 1970, la croissance extensive permit une réduction des écarts de développement avec l'Europe occidentale – dont les traits « égalitaires » exprimaient les pressions internes / externes d'un « communisme » à l'œuvre derrière et contre le bureaucratisme des PC, autant que contre l'impérialisme dans les années 1960. Mais au cours de ces années 1960, tous les pays socialistes tentèrent de trouver des réponses aux impasses de la planification bureaucratique, d'améliorer la qualité et de réduire les coûts de production.

Les résistances sociales (d'une partie de l'appareil et des travailleurEs) contre les réformes marchandes produisirent leur arrêt sans solution socialiste démocratique cohérente. Le recours aux importations produisit l'endettement externe de plusieurs pays d'Europe de l'Est dans les années 1970 (mais non pas de l'URSS soumise jusqu'à sa fin au boycott étatsunien) : la Roumanie, la Pologne, la Hongrie, la Yougoslavie et la RDA. Cela amplifia les pressions externes du FMI sur ces régimes, pendant que l'URSS subit les pressions de la course aux armements impulsée par Reagan.

Le tournant Gorbatchev (1985) intervint dans ce contexte, cherchant à réduire les dépenses d'armement et à obtenir crédits et technologies occidentales pour les réformes internes. Son rapprochement avec la RFA signifiait un « désengagement » envers le régime Honecker en RDA et l'acceptation de la chute du Mur. La fin de l'interventionnisme soviétique « libérera » aussi les tendances d'une partie des appareils bureaucratiques vers la consolidation de leurs privilèges de fonction en privilèges de la propriété sur des bases capitalistes, donc en nouvelle classe bourgeoise.

Catherine Samary

1989: RÉVOLUTION OU CONTRE-RÉVOLUTION?

« **C**ampagne et *alka-seltzer!* » : c'est en ces termes que Daniel Bensaid définissait, à chaud, sa perception des révolutions de 1989, qui donnèrent tout à la fois lieu à une émancipation politique et nationale des peuples de l'Est et à la restauration des rapports de production capitaliste. Cette formule paradoxale exprimait la perplexité du mouvement ouvrier international, qui se demandait si la chute du bloc soviétique constituait une révolution ou une contre-révolution.

Des révolutions « de velours »

Si le terme de « révolution de velours » n'a été utilisé que pour qualifier la seule révolution tchécoslovaque, il peut s'appliquer à la quasi-totalité des pays de l'Est, où le processus révolutionnaire fut marqué par son caractère remarquablement pacifique. Celui-ci s'explique par le fait que le changement révolutionnaire ne fut pas social, puisqu'il ne prit pas la forme d'une prise du pouvoir par les masses, mais par une modification du profil de la caste dirigeante elle-même, qui modifia radicalement les fondements de sa domination.

En Pologne et en Hongrie, les deux pays qui furent les moteurs du changement, la révolution se passa ainsi presque entièrement à l'intérieur des partis communistes, qui décidèrent de s'autodétruire en renonçant à leur rôle dirigeant, avant de se dissoudre pour donner naissance à des partis sociaux-démocrates. Le seul pays où le processus prit une tournure violente fut la Roumanie, mais le changement n'y ressortit pas non plus d'une révolution populaire mais d'un coup d'État, puisque Nicolas Ceaucescu fut renversé par l'armée et l'appareil du PC, qui liquidèrent le parti et son système de domination.

Le fruit d'une crise systémique

Ce processus fut souvent imposé par les circonstances, qui laissèrent en fait très peu de choix aux directions. Tel fut le cas de la RDA, qui constituait pourtant le seul pays du bloc soviétique à disposer d'une économie à peu près fonctionnelle : dès lors que la Hongrie avait pris la décision d'ouvrir sa frontière occidentale et que la population est-allemande avait pris massivement la route de Budapest

pour rejoindre la RFA, le régime n'avait d'autre choix que de fermer toutes ses frontières, ce qui était intenable, ou de les ouvrir toutes, ce qui provoqua sa disparition. Plus généralement, à l'exemple des gorbatchéviens russes, les directions avaient pris conscience que le système n'était plus réformable et que des transformations révolutionnaires étaient inéluctables. Depuis le début des années 1970, l'économie du bloc soviétique était en effet entrée dans un état de crise d'autant plus insoluble qu'il était systémique. Les exploitations agricoles collectives développaient des rendements décroissants, en raison de l'incapacité de l'industrie à fournir les matériels nécessaires, de la déliquescence du système de transports et de distribution, mais aussi du développement incontrôlé d'une économie parallèle. Des pays très agricoles comme la Roumanie, la Pologne ou la Hongrie n'étaient plus capables de nourrir leurs populations et devaient importer de l'Ouest des quantités considérables de produits alimentaires qu'ils ne pouvaient payer qu'en recourant à un endettement qui avait atteint un niveau insupportable.

Le fond du problème provenait de l'effondrement du système de planification bureaucratique. Les grands combinats industriels produisaient des masses d'objets, dont la valeur d'usage était à peu près nulle, puisque ces produits étaient pour l'essentiel d'une qualité insuffisante pour être utilisés ou étaient inadaptés aux besoins sociaux. Les transports étaient dans un état de déliquescence à peu près total et les logements, qui n'avaient bénéficié d'aucun entretien, dans un état de vétusté et de dégradation très inquiétant. Cette situation amenait la population à vivre dans une économie de pénurie permanente et à passer l'essentiel de son temps à chercher dans les réseaux parallèles de quoi assouvir ses besoins immédiats, ce qui n'était pas sans effets sur son implication dans la production.

Une restauration du capitalisme sans résistance

Cette crise systémique amena les directions des partis communistes à se convaincre progressivement qu'il n'y avait d'autre solution que de restaurer une économie de marché. Fusionnant en partie avec l'ancienne bourgeoisie, qui récupéra ses



PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

biens confisqués en 1945, elle se transforma en une nouvelle classe capitaliste, en profitant de sa position dans l'appareil d'État pour s'emparer des biens publics qui furent alors privatisés pour une bouchée de pain. Épuisée par cette économie de pénurie et profondément hostile à ces régimes, la classe ouvrière, pourtant très puissante, ne s'opposa pas à ce processus, qui devait pourtant aboutir à la liquidation à peu près totale de toute l'ancienne industrie, avec des conséquences dramatiques en termes de chômage de masse et de paupérisation. Les traits particuliers du processus révolutionnaire de 1989 s'expliquent ainsi par la crise systémique du modèle stalinien

de planification bureaucratique. Ne pouvant plus tirer les bénéfices d'un système à bout de souffle, la bureaucratie dirigeante s'engagea bon gré mal gré dans un processus de restauration du capitalisme, en estimant qu'elle avait plus à y gagner qu'à y perdre. Indifférent à un système qui n'avait jamais été le sien et était de surcroît incapable de répondre à ses besoins les plus élémentaires, la classe ouvrière n'avait aucun intérêt objectif à le défendre. Privée de toute alternative politique, elle ne trouva d'autre solution que de laisser faire ou de chercher une autre voie dans les nationalismes, qui trouvèrent en ce terrain un champ fertile de développement. **Laurent Ripart**

1989-1991: LA « GRANDE TRANSFORMATION » CAPITALISTE INTERNE / EXTERNE EN EUROPE DE L'EST

Les projecteurs concentrés sur la chute, heureuse, du Mur de Berlin, laissent dans l'ombre l'analyse concrète des modalités et effets de la restauration capitaliste en Europe de l'Est¹. L'unification allemande (bien plus que les gravats du Mur) en fut le premier jalon, bien loin des images d'Épinal². Il faut encore mesurer l'opacité de la « bifurcation » historique que fut 1989 – autrement dit son caractère profondément non démocratique car destructeur de toutes les formes de protection sociale échappant à la logique du profit.

« Comparable à la Grande dépression »

Même la Banque mondiale (BM), peu suspecte de complaisance, a considéré dans son rapport de 2002 sur les dix premières années de la « transition vers une économie de marché » (euphémisme pour « restauration capitaliste ») en Europe de l'Est et ex-URSS que, sans exception, tous les pays concernés ont subi « plusieurs années » d'une « profonde récession » dite « crise systémique ou de transition ». Son « ampleur et durée » a été, dit-elle, « comparable à la Grande dépression » (des années 1930) et « pour la plupart d'entre eux, pire ». La chute de croissance a affecté toutes les branches sur les premières années, voire toute la décennie 1990, allant de 6% (Pologne) ou 15% (en Europe centrale) à plus de 40% ailleurs, accompagnée de l'apparition d'un chômage structurel (jusqu'alors inconnu) et d'un creusement vertigineux



Ruée dans les magasins de l'Ouest. PHOTO THÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

des inégalités « dans des pays ayant une des structures les plus égalitaires du monde » souligne la Banque mondiale. Les populations n'avaient aucune idée de la signification des « privatisations » et du « marché » et ne connaissaient pas le chômage. Elles ont fait l'amère expérience des mutations d'orientation sociale (sociale-libérale) derrière les nouveaux partis s'inscrivant dans le pluralisme politique désormais établi au début de la décennie 1990.

Des révolutions démocratiques?

Le politologue britannique Timothy Garton Ash a caractérisé

le basculement de 1989 par le néologisme de « révolutions » combinant des « réformes » introduites par en haut (et non pas portées par des mouvements de masse), dont la finalité visait des changements structurels, donc à caractère « révolutionnaire » – en l'occurrence contre-révolutionnaire. En effet, dans tous les pays concernés, les cibles du programme restauracionniste ont été les mêmes, quelle qu'ait été l'origine des pouvoirs communistes (révolutionnaire, comme en URSS ou Yougoslavie ou « dérivée » bureaucratiquement du rôle direct de l'URSS dans un contexte de polarisations sociales, politiques radicales de

la lutte antifasciste lors de la Seconde Guerre mondiale). Car leur « structure » socio-économique et idéologique dérivait d'un même moule. On peut mieux en cerner les contours en analysant ces sociétés (ni capitalistes ni socialistes), comme le faisaient les bolcheviks dans les années 1920 pour l'URSS, en tant que « société transitoire », dite socialiste ou communiste, par les objectifs et la base sociale du système, mais ouvertes à des tendances contradictoires : de nouvelles avancées révolutionnaires socialistes/communistes émancipatrices, des tendances pro-capitalistes et, entre les deux, le développement de logiques

bureaucratiques oscillant entre les classes fondamentales et parfois s'autonomisant, selon les contextes. La restauration capitaliste implique le caractère dominant de courants pro-capitalistes dans l'appareil d'État, transformant les droits sociaux et les relations internationales dans ce sens. Il importe de dénoncer tous les rapports d'oppression et d'exploitation, même quand ils ne sont pas « capitalistes » et pénètrent les institutions et organisations « ouvrières ». La phase totalitaire stalinienne fut une cristallisation bureaucratique éradiquant les rapports marchands tout en s'appuyant sur une promotion verticale massive de travailleurEs dans les appareils de l'État/parti, au nom du socialisme. L'URSS stalinisée visait à maintenir des liens politiques internationaux hégémoniques avec le mouvement ouvrier. Par la suite, même lorsque l'arrivée au pouvoir de ces derniers avait puisé sa force dans le pouvoir d'État soviétique, tous les nouveaux régimes, qu'ils soient alignés sur le « modèle soviétique » qui leur apportait son aide, et/ou en conflit avec le Kremlin, s'efforcèrent de stabiliser et légitimer le règne du parti unique au sein des travailleurEs tout en brisant leurs mouvements autonomes.

Réduire les écarts entre proclamations socialistes et réalités

C'est pourquoi, jusqu'aux années 1980, les grands mouvements anti-bureaucratiques

démocratiques, loin de se réduire aux « dissidences » anti-communistes, naquirent dans la base sociale ouvrière et intellectuelle de ces régimes, s'emparant des objectifs émancipateurs du marxisme et du socialisme pour les retourner contre les rapports d'oppression existants. Ce « communisme » là, subversif de l'ordre existant, travaillait et traversait l'ensemble des institutions de l'État/Parti régnant au nom des travailleurEs, et visait à réduire les écarts entre proclamations socialistes et réalités. Ce fut le cas de 1956 (avec les conseils ouvriers de Pologne et Hongrie) à 1968 (des mouvements autogestionnaires yougoslaves à l'automne des conseils ouvriers de Tchécoslovaquie) et, au-delà, jusqu'au congrès et au programme de république autogérée de Solidarnosc dans la Pologne de 1980-1981, impliquant des dizaines de milliers de membres de ces partis-États et de leurs syndicats. Comme l'a redit, jusqu'à la fin de sa vie, l'intellectuel marxiste polonais Karol Modzelewski, réprimé par le régime, le syndicat de masse Solidarnosc (dont il avait été un conseiller) était « un enfant du socialisme » ; de même l'émergence et l'extension des conseils ouvriers pendant et contre l'intervention des tanks soviétiques en Tchécoslovaquie au cours de l'automne 1968, soutenus par la composante « autogestionnaire » du PC et des syndicats, exprimait une dynamique de « révolution politique » au sens d'une remise en cause du règne bureaucratique

du PC. Mais dans ces système de parti/État, le « politique » était profondément social et les moindres « arrêts de travail » avaient une dynamique « politique » subversive contre les dirigeants en place, sans droits de propriété. La logique des mouvements de masse visait à réduire l'écart entre droits socialistes « légaux » (légitimés par le système) et pratiques bureaucratiques et oppressives.

Pourquoi un autre scénario en 1989 ?

D'une part, la « normalisation soviétique » de la Tchécoslovaquie sous occupation des tanks, et, en 1981, le coup d'État de Jaruzelski contre Solidarnosc, ont brisé le contagion possible d'une dynamique subversive socialiste au sein du « bloc soviétique ». La Yougoslavie sombrait de son côté dans des réformes contradictoires, un endettement et une crise majeure après la mort de Tito (1980) sans offrir de débouché socialiste cohérent aux milliers de grèves de la fin des années 1980 : le démantèlement nationaliste et capitaliste du pays allait se produire dans la pire des violences. Sur le continent et au plan géostratégique, ce qui se passait dans l'URSS de Gorbatchev était décisif. Celui-ci espérait que la chute du Mur, le démantèlement des pactes militaires de la guerre froide (OTAN et Pacte de Varsovie) et le multipartisme symboliseraient l'avènement d'une véritable « coexistence pacifique » entre systèmes et lui vaudrait les crédits occidentaux. Mais l'unification allemande n'eut rien d'une « coexistence » et les États-Unis décidèrent d'inclure l'Allemagne unifiée dans l'OTAN (puis d'étendre celle-ci à la faveur de la crise yougoslave) alors que le Pacte de Varsovie était démantelé en 1991. Quant aux crédits du FMI, ils ne viendront qu'après la mise à l'écart de Gorbatchev grâce au démantèlement de l'URSS par Eltsine qui entamera la thérapie de choc.

Programme d'ajustement structurel

Dès lors, le multipartisme, proclamé en URSS et dans tous les pays d'Europe de l'Est ou la Yougoslavie, s'appliqua après que les courants et mobilisations ouvrières incarnant des alternatives socialistes démocratiques crédibles eurent été démantelées (en Tchécoslovaquie, en Pologne). Et dans un premier temps, notamment en URSS, les courants libéraux piégèrent les travailleurEs (notamment les mineurs) en prétendant leur rendre « le contrôle » de ce que le parti/État s'appropriait sur leur dos. Ils et elles découvrirent rapidement les effets sociaux réels de ces « programmes d'ajustement structurel » voulus par le FMI et les économistes du « consensus de Washington » : la généralisation des « privatisations forcées » et de la marchandisation des moyens de production, la fin du statut légal protégé des travailleurEs, la transformation du rôle de la monnaie (qui ne pouvait être accumulée comme capital-argent), la critique de « l'égalitarisme », le droit de mise en faillite des entreprises et de licenciement. Encore faut-il préciser qu'il ne s'agissait pas là de mesures concernant quelques

entreprises nationalisées, mais de l'ensemble de l'industrie de ces pays et de la grande majorité de la force de travail. En outre, les grandes entreprises (base sociale des régimes communistes) étaient le lieu de concrétisation de bien des droits sociaux et services publics associés à l'emploi : logements, crèches, magasins, dispensaires et autres formes de « revenu social » non monétaire qui, dans les dernières années de l'URSS, représentait plus de 60% du revenu des travailleurEs.

Comment privatiser ?

Mais, si le programme restaurateur était « clair », sa légitimité et sa base sociale ne l'étaient pas. Les fronts de mobilisation contre le parti unique ou le Mur n'ont jamais dégagé un programme commun pour le changement de société. Les « privatisations » et le marché étaient des abstractions pour les populations. Mais surtout, ce programme se confrontait à tout ce qui était non marchand dans la vie quotidienne, et à une absence d'accumulation primitive de capital-argent, dans le contexte du caractère non capitaliste de ces systèmes. Le problème fut vite « résolu » dans une Allemagne unifiée par un puissant capitalisme qui allait imposer ses critères en pleine recomposition « ordo-libérale ». Ailleurs il y eut recours à deux variantes principales initiales : dans les pays Baltes ou en Hongrie, la vente des meilleures entreprises au capital étranger ; mais dans la grande masse des autres pays, les « privatisations de masse » (sans capital) furent inventées avec diverses variantes³. En pratique, les entreprises furent divisées en parts. Des bons (ou « vouchers ») furent distribués aux employéEs, leur permettant d'acquérir un pourcentage substantiel de ces « actions », le reste revenant à l'État devenant propriétaire « réel » (en droit donc de privatiser). Bien des travailleurEs ont ensuite revendu leurs parts pour avoir un revenu monétaire précaire – ce qui renforça dans une deuxième phase la redistribution et concentration de la propriété, en éradiquant toute base des dynamiques de conseils ouvriers et d'autogestion. Une part majeure des anciens appareils « communistes » chercha à transformer ses privilèges de fonction en privilèges de la propriété. Beaucoup (comme Eltsine et la plupart des nouveaux bourgeois d'Europe de l'Est) devinrent des « bourgeois compradores », vendant au capital étranger leur connaissance des rouages du système et entrant dans le nouvel ordre mondial en position périphérique. D'autres, en Chine, tirèrent vite les leçons de ces relations subalternes et avaient les moyens de s'en protéger pour émerger comme grande puissance au cœur du capitalisme globalisé. Poutine cherchera à s'en inspirer.

Catherine Samary

1 – Cette notion est utilisée ici au sens large, englobant l'ensemble des pays du continent se réclamant du socialisme et dirigés par un parti unique, communiste.

2 – Lire notamment, dans la série du *Guardian* en 2009, <https://www.theguardian.com/commentisfree/2009/nov/08/1989-berlin-wall> (« les Allemands de l'Est ont beaucoup perdu »).

3 – Voir la rubrique « restauration capitaliste » sur <http://csamary.free.fr>.

LE MONDE D'APRÈS

Avant la chute du Mur de Berlin et la fin de l'URSS, les marxistes révolutionnaires partagent largement une vision du monde et de leur tâches sommairement résumées par la perspective de convergence des « trois secteurs de la révolution mondiale ». Dans les pays dominés (coloniaux ou néocoloniaux), la tâche immédiate est la révolution nationale-démocratique, processus dans lequel le prolétariat urbain et rural doit jouer un rôle moteur, défendre ses propres objectifs, avec comme perspective le socialisme. Dans les États bureaucratiques, est à l'ordre du jour une révolution politique qui doit jeter à bas l'appareil de domination de la bureaucratie et engager une transition vers un socialisme véritable. Enfin, dans les pays capitalistes avancés, c'est la révolution socialiste qui est l'horizon. Même si les tâches immédiates sont différentes, la convergence des luttes des exploitéEs et oppriméEs est un fait objectif et un horizon immédiat.

Un fil rouge de compréhension du monde

Comme le soulignait, en 2007, Daniel Bensaïd, « dans les années soixante, cette perspective ne manquait pas d'indices factuels : onde de choc de la révolution chinoise, victoire de la révolution cubaine et des luttes de libération en Algérie, en Indochine, et dans les colonies portugaises ; soulèvement antibureaucratique de Budapest en 1956, printemps de Prague en 1968, luttes antibureaucratiques en Pologne ; reprise des luttes sociales et des grands mouvements grévistes en France, Italie, Grande-Bretagne dans les années soixante ; ébranlement des dictatures franquiste et salazariste. »¹

Mais il ajoute : « Au milieu des années soixante-dix, avec le coup d'arrêt de 1975 à la révolution portugaise, avec la transition monarchique en Espagne, avec la déchirure entre le Vietnam et le Cambodge, avec le tournant vers l'austérité des gauches européennes, avec la normalisation en Tchécoslovaquie puis le coup d'État en Pologne, les vents avaient commencé à tourner, et les "trois secteurs", loin de converger harmonieusement, avaient commencé à diverger. Les forces centrifuges l'emportaient... ». Il note que la révolution iranienne de 1979, une vraie révolution populaire où les ouvriers, notamment du pétrole, ont joué un rôle important, était un des indices de cette situation nouvelle. Mais 1979 est aussi l'année de la révolution sandiniste au Nicaragua, qui semble aller dans le sens du schéma des « trois secteurs ». L'avantage de cette conception était, outre la définition d'un cadre pour les tâches des marxistes-révolutionnaires au niveau international, de fournir un fil rouge de compréhension du monde et de sa complexité, autre que l'affirmation principale et intemporelle (dont se contentaient les courants dogmatiques) de l'unité du



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE



PHOTOOTHÈQUE ROUGE / FRANCK HOULGATTE

prolétariat mondial, seul capable de changer véritablement le monde. Suivant des chemins différents, les luttes sociales et anti-impérialistes semblaient inéluctablement aller dans le même sens.

Un coup majeur à l'optimisme révolutionnaire

Mais la fin de l'URSS et de ses satellites à l'est de l'Europe sans que se profile même un début de « révolution politique » (au sens d'un renversement de la bureaucratie couplé à des mouvements pour une véritable transformation socialiste) a porté un coup majeur au schéma de convergence des luttes au niveau mondial et, plus globalement, à l'optimisme révolutionnaire. Alors que, de plus en plus, la rupture avec le capitalisme et la construction d'une autre société apparaissent comme une nécessité objective face à tous les dérèglements du monde : chômage, non-satisfaction de besoins vitaux, inégalités, chasse aux réfugiéEs, gaspillage des ressources, crise climatique, risques de guerre... Les interrogations se font jour, avec soit

l'affaiblissement, voire l'écroulement des partis qui avaient continué à défendre peu ou prou le « socialisme réellement existant », soit la reconversion de PC au pou voir (en premier lieu en Chine) en agents actifs de la transition capitaliste, entraînant les syndicats dans leurs dérives ou leur déclin qui n'a pratiquement pas profité aux courants révolutionnaires. Dans le même mouvement les courants anticolonialistes, anti-impérialistes vont voir leur dynamique s'épuiser, notamment en Amérique latine et dans le monde arabe.

« Une tâche sans cesse recommencée dans les luttes quotidiennes »

Dans ce contexte de démoralisation, les classes dominantes vont se raidir dans la défense de leurs privilèges, mettant en péril même certains des droits liés à la démocratie bourgeoise, et accèdent au pouvoir des aventuriers agitant la peur de l'étranger et toutes sortes de fantasmes réactionnaires (dirigés notamment contre les droits des femmes).

Le prolétariat, certes, ne cesse de se renforcer en nombre. Dans tous les pays nouvellement industrialisés, et notamment en Asie (Vietnam, Cambodge, Bangladesh...), malgré des difficultés objectives et la répression, les travailleurEs luttent pour leurs droits. Ceci sans parler de la Turquie et de la Chine. Le mouvement ouvrier se réveille en Russie.

Mais, de la lutte « trade-unioniste », même déterminée, au combat pour changer la société, au dépassement des divisions, à l'internationalisme, il peut y avoir un écart énorme. Le caractère objectivement anticapitaliste d'un mouvement social (comme celui contre le réchauffement climatique) n'amène pas forcément ceux qui y participent à l'être subjectivement et à se sentir solidaires des autres luttes.

Comme le soulignait Daniel, « loin d'être une conséquence mécanique du développement capitaliste, le rassemblement des forces de résistance et de subversion de l'ordre établi par le capital est une tâche sans cesse recommencée dans les luttes quotidiennes, et dont les résultats ne sont jamais définitifs ». Le monde d'après l'URSS n'est pas celui de l'incertitude sur la nécessité de la révolution et du socialisme (et également, comme instruments, de partis révolutionnaires coordonnés internationalement), mais celui de la fin des certitudes sur leur survie inéluctable. La crise de représentation politique, de l'organisation quotidienne d'un prolétariat par ailleurs profondément recomposé et, au-delà, du « camp populaire », comme acteur politique, ne se réduit pas à l'absence de direction révolutionnaire : son unité est à construire, à tous les niveaux. Sinon, nous n'échapperons pas aux catastrophes d'un système, qui, laissé à lui-même, choisit toujours les solutions les pires. « Socialisme ou barbarie ! ».

Henri Wiino

1 – Daniel Bensaïd, *Introduction critique à l'« Introduction au marxisme » d'Ernest Mandel*, 2007 : <http://danielbensaid.org/> Introduction-critique-a-l-Introduction-au-marxisme-d-Ernest-Mandel

Après un an de combat, où en êtes-vous ?

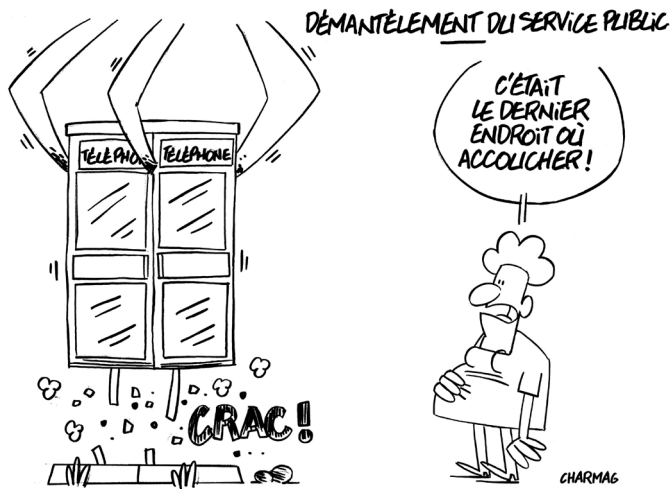
Bertrand : La maternité est toujours fermée et nous nous opposons au centre de périnatalité proposé à la place. Aujourd'hui nous continuons les actions avec récemment un pique-nique, réunissant 150 personnes, réalisé devant l'hôpital du Blanc. Cette action s'inscrit dans une démarche de convergence avec d'autres initiatives qui avaient lieu en France. Puis il y a aussi eu un dépôt de plainte contre X de 4 femmes enceintes pour mise en danger de la vie d'autrui. En matière de convergence, le collectif a rapidement compris qu'il ne pouvait pas rester isolé dans son combat. C'est bien pour cela que lors de l'occupation de la maternité, il a reçu des délégations d'hôpitaux de Vierzon, Poitiers, Blois, Châteauroux ou encore Toulouse. D'ailleurs, le collectif était à l'organisation de la deuxième rencontre des « mater » en colère les 22 et 23 mars. Une bonne occasion pour des collectifs de défense de maternités de se retrouver le temps d'un week-end pour échanger et travailler à la convergence.

Comment expliquez-vous l'implication de la population locale dans cette lutte et son rayonnement national ?

Jérémy : On a affaire à un territoire pas très militant. Tout est parti d'associations d'éducation populaire où des gens se côtoyaient et s'appréciaient. Petit à petit ça s'est ouvert à des personnes différentes en misant sur la responsabilisation de chacun. En gros, si tu as une idée, tu motives des gens du collectif avec toi et généralement une fois que c'est prêt l'ensemble du groupe suit. Notre force c'est la réactivité et la possibilité de mobiliser du monde très rapidement. Si on a moins de réactivité, on a moins de médias, donc on perd en visibilité. Il faut aussi dire qu'on avait des « spécialistes » en communication. Et le point positif, c'est qu'il n'y a pas eu la volonté de leadership d'un syndicat ou d'un parti

LE BLANC (36) Un an de lutte pour la défense de la maternité

Entretien. Le mardi 5 juin 2018, une annonce dans la presse locale résonne comme un coup de tonnerre. On y apprend que ce que craignait la population depuis plusieurs années vient d'arriver : la maternité du Blanc fermera provisoirement pour des raisons liées à un « manque de sécurité ». Dans la foulée, un collectif d'habitants se met en place. Mais en octobre, le couperet tombe : la maternité ne rouvrira pas. Dès cette annonce une délégation de « servantes écarlates » envahit l'ARS à Orléans. Le ton est donné : ils et elles ne lâcheront rien. Après un an de lutte, le point avec **Anne, Bertrand et Jérémy**, membres du collectif.



politique, ce qui explique la confiance entre nous et la bonne ambiance.

Bertrand : La maternité ça reste un symbole, c'est plus facile à mobiliser les gens pour une maternité que pour un commissariat. [rires] C'est surtout un symbole car derrière la fermeture de la maternité, c'est la fermeture du service de chirurgie qui risque d'arriver.

Jérémy : C'est aussi le symbole d'un bon service de qualité qu'on ferme, et ça ne passe pas auprès de la population.

Face à la volonté de la direction de l'hôpital, de l'ARS et du ministère de la Santé de ne pas revenir en arrière sur ce dossier, des procédures juridiques ont été lancées.

Anne : L'arrêt de fermeture provisoire a été contesté au mois de juin 2018 auprès du tribunal administratif par la mairie du Blanc et le comité de défense des usagers. La demande de référé suspension a été refusée en juillet 2018.

Puis, l'arrêt de fermeture définitive a été contesté à son tour au TA, par deux procédures simultanées visant la direction et l'ARS :

- la mairie du Blanc, la CDC Cœur de Brenne et des citoyens d'une part ;
- la CDC Brenne Val de Creuse, le PNR Brenne et le comité de défense d'autre part.

La demande de référé suspension a été jugée en janvier 2019 devant le TA de Limoges et refusée dans les deux cas en février 2019 sans explication. Malgré tout, les deux procédures suivent leur cours pour le jugement complet du dossier sur la forme (procédure) et sur le fond. Il ne sera pas jugé de l'opportunité de la décision mais de sa légalité. Cette procédure peut prendre plusieurs mois.

En parallèle a été déposée une demande d'annulation de la fusion du CH du Blanc avec le CH Châteauroux au titre de l'illégalité de la forme employée : l'ARS a réalisé une fusion-absorption alors même que cette forme là n'était pas encore reconnue. Cette fusion a donc donné lieu à l'absorption du CH du Blanc par Châteauroux, sans modification d'identité ni de forme, alors qu'une nouvelle structure intercommunale aurait dû voir le jour. Ainsi l'ensemble des représentants du Blanc ont été évincés des différentes structures internes de décision ne permettant plus de garder la main sur les décisions qui s'en sont suivies, ni de défendre les intérêts des personnels, soignants et usagers du site du Blanc ! Cette procédure est en cours...

COMMERCE Pas de trêve estivale pour l'emploi



Carrefour, Auchan, Castorama, New Look... La litanie des plans sociaux dans le commerce s'allonge à nouveau, y compris pendant l'été, au travers de deux entreprises emblématiques dans leur secteur d'activité respectif, à savoir Conforama et Tati.

À Conforama, longtemps leader français de l'ameublement et propriété du groupe Pinault, c'est une saignée sans précédent qui a été annoncée au début du mois : 1900 suppressions d'emplois, soit 20% de l'effectif, par l'intermédiaire de la fermeture de 42 magasins sur 235, et ce au plus tard en 2020. Face à la brutalité de cette annonce, les délégués en sont même venus aux mains le 11 juillet dernier lors de la première réunion du comité d'entreprise, convoquée à la hussarde par le binôme de dirigeantEs de l'entreprise, récemment nommé et spécialisé dans les restructurations (une médiation, sous la houlette de l'inspection du travail, a depuis été enclenchée). Les syndicats CGT et FO ont aussi rapidement appelé le personnel à faire grève avec un certain succès dans de nombreux magasins.

Un scandale dans le scandale

Le vrai motif de ces licenciements est à trouver du côté des calculs de sa maison-mère, le groupe sud-africain Steinhoff, qui a maquillé ses comptes pendant plusieurs années, tout en profitant des 63 millions d'euros reçus au titre du CICE depuis 2014, plutôt que d'investir dans la stratégie digitale de l'enseigne. Pire, elle va retirer 300 millions d'euros de la vente de ses magasins dans la péninsule ibérique, permettant au passage à ses créanciers d'empocher 87 millions au titre des intérêts.

Il y a fort à parier que pas un centime de cette juteuse opération ne reviendra aux salariéEs licenciés dans le cadre du futur plan social, et ce alors que les ordonnances Macron ont limité au seul plan national l'appréciation des moyens du groupe en cas de licenciement pour motif économique... Conforama, le pays où les licenciements sont moins chers : une raison supplémentaire de se révolter !

Adieu vichy rose ?

Même procédé mis en œuvre à Tati où, deux ans jour pour jour après la reprise de l'entreprise, son nouveau propriétaire, le groupe Gifi, a annoncé la fermeture – ou le passage sous cette dernière marque – des 109 magasins à l'enseigne au vichy rose pour l'an prochain, à l'exception de celui historique de Barbès. Même silence suite au rassemblement organisé à la hâte le 19 juillet dernier par la CGT, le syndicat majoritaire, au siège de l'entreprise à La Plaine-Saint-Denis (un nouveau rassemblement est prévu le 25 juillet prochain). Pourtant, Gifi a dégagé, au 30 septembre 2018, un chiffre d'affaires de 1,4 milliard d'euros, en hausse de 4,9%. Et que pèsent les 189 suppressions d'emplois envisagées au regard de son effectif de près de 10 000 personnes ? À chaque fois, les salariéEs, pour se faire respecter, ne pourront faire l'économie de la grève sur la durée, comme récemment à New Look ou à Angoulême, où le personnel des boutiques Brice et Jules ont cessé avec succès le travail pendant 22 jours.

LD

FORD BLANQUEFORT Se donner les chances de réaliser l'exploit

Nous ne sommes pas loin des licenciements, qui sont programmés pour le 1^{er} octobre. Mais durant ces semaines, nous n'allons pas attendre patiemment notre fin.

L'action en justice est en cours, avec une audience en cour d'appel de Bordeaux prévue le mardi 6 août, toujours dans l'objectif d'empêcher la fermeture de l'usine. Nous appelons d'ailleurs à un rassemblement devant le Palais de justice pour montrer encore et encore que nous n'abandonnons pas.

Rendez-vous de solidarité et de résistance

Et puis pour le mois de septembre, nous occuperons les dernières semaines et derniers jours à tenter de maintenir une pression, en espérant que le TGI sera alors amené à juger de l'absence d'une cause économique au plan de licenciements. De toute façon, il est important de dénoncer cette fermeture, de chercher même en bout de course tous les moyens de sauver quelque chose.

L'équipe CGT-Ford organise plusieurs rendez-vous de solidarité et de résistance : d'abord une soirée devant l'usine, sur le parking du CE, avec le chanteur HK et une compagnie qui fera une lecture théâtralisée de textes extraits du livre *Ford même pas mort* paru il y a un an. Puis, le

21 septembre, à l'appel de la CGT-Ford, avec plusieurs syndicats, associations, collectifs Gilets jaunes, partis politiques de gauche, en lien aussi avec la lutte dans les urgences des hôpitaux, une manifestation unitaire aura lieu contre la fermeture de l'usine, contre tous les licenciements et la précarité, pour la défense des emplois publics et privés. Juste après se déroulera au Krakatoa une soirée avec des artistes, chanteurs, musiciens, humoristes solidaires. Entre-temps, le 18 septembre, nous irons soutenir le combat des salariéEs de l'usine ACC à Clermont-Ferrand menacée à court terme de liquidation. Ils organisent aussi un rassemblement, appelant notamment à la solidarité et à une convergence des luttes entre les salariéEs des usines qui ferment, la suite de ce que nous avions tenté d'amorcer il y a quelques semaines, avec les militantEs de General Electric, Ascoval, Whirlpool.

Coordonner les batailles contre les licenciements

Une idée qui paraît simple mais qui se trouve être pourtant très difficile, incroyablement difficile à

concrétiser. Pourtant, au sein des équipes syndicales, ce sentiment d'urgence nécessité de coordonner les batailles contre les licenciements et les fermetures est bien présent. Mais nous n'y arrivons pas, alors que de très nombreuses boîtes sont concernées, et parmi elles plusieurs sont emblématiques. Donc il y aurait les moyens de faire, de construire une lutte plus large et ainsi de changer le rapport de forces.

Eh bien non, on rame et on n'arrive malheureusement pas à grand-chose. Certes on s'échange des mails, on se parle au téléphone, on se donne des rendez-vous, on sollicite les structures syndicales, nos fédérations, les confédérations. Et c'est là que ça coince. Les directions syndicales jouent un rôle très négatif. Elles ne prennent aucune initiative allant dans le sens de mettre en lien, de coordonner, de renforcer, par exemple en proposant au minimum de réunir les équipes militantes concernées. Mais en plus, quelques chefs dans les structures se permettent de freiner, de décourager les initiatives venant des bases syndicales. On a droit, d'un côté, à un discours officiel pour la convergence et, de



l'autre, à une réalité du terrain qui s'y oppose. Par incompétence car englués dans la routine du « dialogue social », par sectarisme, par réflexe bureaucratique, les responsables syndicaux sont incapables de jouer un rôle utile, incapables d'aider. Du coup, on assiste à un gâchis énorme et les résistances, comme à l'usine Ford et ailleurs, n'aboutissent pas ou quasiment pas.

Mais la solidarité se construit quand même localement, grâce aux liens tissés au fil des combats passés et actuels, dans manifestations que ce soit avec les Gilets jaunes, avec les salariéEs des urgences en grève, avec les militants écologistes de ANV-Cop21 ou encore dans la mobilisation pour le logement décent des réfugiés sur Bordeaux. Donc pas de quoi désespérer !

Philippe Poutou

En action

NPA

Solidarité avec le soulèvement algérien

Du 27 juin au 5 juillet dernier, une délégation de militants du NPA s'est rendue en Algérie. Notre objectif était double : rendre concrète pour nous l'immense mobilisation du peuple algérien depuis le mois de février et tisser des liens avec des militantEs marxistes du Parti socialiste des travailleurEs (PST).

Nous avons pu participer à la marche du vendredi 28 juin à Béjaïa, deuxième port industriel du pays situé à l'est d'Alger, dans la région kabyle. La manifestation débute un peu avant 14 h, juste après la prière, et regroupe plusieurs milliers de personnes. «C'est petit aujourd'hui», si l'on en croit les camarades. Mais pour nous, qui avons pourtant participé au mouvement des Gilets jaunes en France, la foule regroupée à Béjaïa est l'un des plus gros rassemblements auxquels nous avons participé cette année. Peu de cortèges dans la marche, excepté un «carré» enseignant et celui du PST. Les camarades structurent depuis plusieurs mois un pôle radical pour avancer le mot d'ordre de rupture définitive avec le système, notamment par la mise en place d'une Assemblée constituante représentant les intérêts de la majorité de la population. Nous notons également une absence quasi totale de forces de police, le pouvoir étant toujours hésitant vis-à-vis de la répression, en particulier en Kabylie. Les militantEs que nous avons rencontrés mènent une activité en direction de la jeunesse étudiante, de collectifs féministes et dans certains secteurs syndicaux, bien qu'il soit très difficile pour les militantEs de gauche de faire face à la répression patronale et aux licenciements pour motifs politiques.

Détermination et combativité

Près de Béjaïa, nous passons une journée à Aokas. Un collectif de jeunes investis dans la politique locale s'y mobilise pour faire barrage aux intérêts privés grandissants en matière de tourisme, de grands groupes accaparant littoraux et espaces verts. Les luttes contre le pillage de l'économie et la privatisation sont partie intégrante du Hirak, notamment pour la jeunesse qui ne parvient pas à accéder à un emploi stable et à trouver un avenir dans le pays. Nous finissons ensuite notre parcours à Alger, la capitale, cœur de la contestation depuis le départ, centre politique et économique du pays. Nous participons d'abord à la marche hebdomadaire des étudiantEs le mardi 2 juillet. Si elle ne regroupe que peu de personnes en raison des examens et de l'imminence des vacances, nous avons pu apprécier à sa juste mesure la détermination et la combativité du milieu étudiant algérois. Structurés en comités d'université, le travail effectué par la frange active a été colossal : tenue d'assemblées générales, production de tracts et communiqués, organisation de manifestations tous les mardis avec pour objectif de rythmer le mouvement entre deux vendredis... Le lendemain, nous assistons à une réunion du réseau contre la répression et pour les libertés démocratiques initié par le PST. Le «réseau» a recensé une quarantaine de détenuEs d'opinion sur les deux dernières semaines, notamment pour avoir brandi le drapeau amazigh malgré l'interdiction formelle du général Gaïd Salah. L'idée du réseau est de recenser les cas de répression mais également de créer des liens de solidarité et de défendre les libertés démocratiques, dans une conjoncture où le pouvoir pourrait être tenté par le durcissement des conditions de la lutte. La réunion servira également à préparer la grande journée de mobilisation du vendredi 5 juillet, qui coïnciderait avec la fête nationale algérienne.

Robin C.

« Il faut agir vite et efficacement pour obtenir l'interdiction des grenades et des LBD »

Parmi les invitéEs de l'université d'été du NPA, **Antoine Boudinet**, amputé de la main suite à une grave blessure infligée par l'explosion d'une grenade GLI-F4 et membre du collectif «MutiléEs pour l'exemple».



DR

Peux-tu nous raconter ce qui s'est passé le 8 décembre à Bordeaux ?

Au début du mouvement des Gilets jaunes, je regardais cette mobilisation de loin. Déjà j'avais perdu l'habitude d'aller en manifestation, j'avais l'impression qu'on se déplaçait d'un point A à un point B et que derrière, pas grand chose ne se passait. Mais après le 1^{er} décembre, j'ai été interpellé par la réaction qu'il y a eu, médiatique et politique : on parlait de cette manifestation, de ce mouvement. Je me suis dit «là ça bouge vraiment», et avec mon frère on a eu envie d'aller à la manifestation suivante. On était toujours un peu méfiant sur la mouvement des Gilets jaunes, on était encore sur des a priori, on le prenait encore un peu de haut. On a vu qu'en même temps, le 8 décembre à Bordeaux, il y avait la marche pour le climat, juste à côté des Gilets jaunes. Les deux marches ont commencé, et assez vite les deux cortèges se sont rejoints : du coup j'ai eu l'occasion de discuter avec des Gilets jaunes, de me rendre compte que mes a priori n'étaient pas fondés, j'ai été agréablement surpris. La manifestation s'est très

bien passée, bonne ambiance. À la fin de la manifestation, en arrivant sur la place Pey-Berland, il y avait un gros barrage de police, et ça s'est tendu rapidement. Avec mon frère, on s'était dit qu'on n'allait pas lancer des pavés, et on est allé acheter des œufs pour les lancer. Une forme de violence symbolique... Ils ont très vite tiré beaucoup de lacrymos, et des LBD aussi. Après avoir lancé nos œufs, ça devenait tellement irrespirable qu'on a décidé d'aller se mettre à l'abri dans un bar deux rues plus loin, où on a pris un verre, et discuté pendant une heure. Un peu plus tard, le soir commençait à tomber, et on a voulu aller voir comment les choses évoluaient. Quand on est arrivé dans la rue qui mène vers la place Pey-Berland, on a vu que les choses avaient empiré. Il y avait notamment une grande barricade enflammée, et derrière des CRS et des gendarmes. J'ai décidé de m'avancer pour aller voir, et je me suis rapproché de la barricade. J'étais inconscient du danger : à l'époque, je ne savais pas qu'il y avait des grenades explosives, et je ne savais pas

que le LBD pouvait éborgner. Le pire auquel je m'attendais, c'était un bleu sur les fesses suite à un tir de LBD, ou un coup de matraque et me faire embarquer...

Mais la situation était tout de même tendue, tu l'as senti...

Oui, ça se sentait bien sûr, et je me disais qu'il fallait faire attention et rester sur ses gardes. J'étais en mode réflexe et, en fait, c'est un peu ça qui m'a perdu. Quand cet objet est arrivé en roulant à mes pieds, j'ai réagi en un quart de seconde. J'ai vu un objet cylindrique, gris, et pour moi c'était une grenade lacrymogène qui n'avait pas encore explosé. Ma réaction, ça a été de me dire que si je ne la renvoyais pas elle allait m'exploser dessus et que j'allais prendre plein de gaz. Je me suis baissé pour la ramasser, pour écarter le danger de moi. Et malheureusement pour moi, ce réflexe a fait que la grenade a explosé dans ma main au moment où je me relevais. Sur le moment, je ne me suis pas rendu compte que ma main avait explosé. J'ai senti un énorme choc, mais sur le moment je me suis dit que j'avais pris un coup de flashball dans la main. J'ai pris peur, je suis revenu en arrière, en courant vers les Gilets jaunes, en regardant droit devant moi et sans regarder ma blessure. C'est quand j'ai vu les gens s'écarter, avec le visage pétrifié d'horreur, que j'ai compris que quelque chose n'allait pas. J'ai regardé ma main, et là je me suis mis à hurler. On peut trouver la vidéo sur internet. Et ce n'est pas un cri de douleur, c'est un cri d'horreur et de terreur. Je me suis retrouvé à

regarder mon bras ensanglanté, avec ma main explosée qui pendouillait lamentablement à mon poignet, un amas de chair et d'os dégueulasse. Un Gilet jaune m'a pris par les épaules, m'a emmené vers les CRS qui, horrifiés eux aussi, m'ont fait un garrot et m'ont dit d'attendre les pompiers. Ils sont arrivés, m'ont emmené dans le camion, puis à l'hôpital, où ils m'ont endormi, avant d'être amputé.

Plus de 6 mois plus tard, il y a eu d'autres blessés, d'autres mutilés, et visiblement le gouvernement n'a pas l'intention de s'arrêter... C'est pour cela que tu as participé à la création du collectif des «MutiléEs pour l'exemple» ?

Je suis indigné, très clairement. Encore récemment, le jeune Soufiane a eu un œil crevé, à Lyon, le soir de la victoire de l'Algérie. Mais en fait je n'ai plus le temps d'être écoeuré, en colère, il y a trop de choses à faire, il faut agir vite et efficacement pour obtenir l'interdiction des grenades et des LBD, que la France est l'un des seuls pays d'Europe à utiliser. C'est pour cela que l'on agit avec le collectif des mutiléEs pour l'exemple, qui est l'un des seuls collectifs qui est triste quand de nouveaux membres le rejoignent... On essaie de se regrouper, d'organiser des manifestations, la prochaine aura lieu le 22 septembre, pour obtenir l'interdiction des grenades explosives et des LBD. Car on sait que même si le mouvement des Gilets jaunes s'arrête, la répression continuera. On le voit chaque jour.

Propos recueillis par Julien Salingue

Marche pour Adama**Convergences contre l'autoritarisme**

Samedi dernier, à l'initiative du comité Vérité et justice pour Adama, une nouvelle marche avait lieu à Beaumont-sur-Oise, réunissant plusieurs milliers de participantEs. Dans un contexte de fuite en avant répressive du pouvoir, cette initiative est devenue le point de ralliement de toutes celles et ceux qui refusent les violences policières.



@LAVÉRITÉPOURADAMA

quelques éluEs de la FI, Geoffroy de Lagasnerie, Édouard Louis ou Frédéric Lordon (le NPA étant notamment présent avec Olivier Besancenot et Philippe Poutou) – plusieurs collectifs et militantEs investis dans la lutte contre les violences policières dans les quartiers étaient présents : le comité qui se bat pour obtenir la vérité sur la mort de Gaye Camara (ce jeune homme de 26 ans

qui a reçu une balle dans la tête tirée par un policier à Épinay-sur-Seine il y a un an et demi), Sihame Assbague, Omar Slaouti... À noter aussi la présence de collectifs de sans-papiers, avec leurs slogans dynamiques et militants contre les centres de rétention ou en faveur de la régularisation. La nouveauté de cette année, c'était bien la présence de centaines de

Gilets jaunes, venus avec leurs slogans, pancartes et gilets, pour porter la colère et la volonté commune de «riposte contre l'autoritarisme» (pour reprendre le mot de l'ordre sous lequel avait été placée cette manifestation). Plusieurs personnalités issues du mouvement des Gilets jaunes comme Priscillia Ludosky ou Maxime Nicolle étaient présentes pour manifester cette volonté solidaire face à un même ennemi. Lors des prises de parole qui se sont déroulées à l'issue de la manifestation dans le quartier de Boyenal où a vécu Adama, Maxime Nicolle a d'ailleurs fait une prise de parole très applaudie : «Je suis vraiment désolé parce que les violences policières que nous subissons depuis novembre 2018, les quartiers les vivaient avant. Je suis désolé parce que je n'en étais pas conscient...»

Au final, c'est Assa Traoré qui résume le mieux le sentiment de révolte largement partagé pour toutes et tous : «Un pays sans justice est un pays qui appelle à la révolte».

Manu Bichindaritz

Des lectures pour l'été

Sélection réalisée par la librairie La Brèche, présentation éditeurs.



Essai Marx à la plage, le capital dans un transat, de Jean-Numa Ducange

Dunod, 144 pages, 15,90 euros.

Pourquoi Marx et son œuvre sont-ils toujours si actuels ? Karl Marx est un des penseurs les plus célèbres au monde. Du *Manifeste du parti communiste* au *Capital*, ses textes ont inspiré de nombreux responsables politiques et profondément influencé les sciences humaines pendant des décennies. Deux siècles après sa naissance, malgré l'échec de nombreuses expériences politiques s'étant réclamées de lui, il demeure une référence incontournable. À l'heure de la mondialisation, de la crise de l'Union européenne et de la représentation politique, lire Marx et ses héritiers peut encore être une des portes d'entrée pour comprendre notre monde. Installez-vous confortablement dans un transat et laissez-vous conter par Jean-Numa Ducange la vie de Marx et de ses principales œuvres, et de leur influence jusqu'à nos jours. *Le Capital* vous paraîtra moins difficile et le communisme une perspective moins étrange...

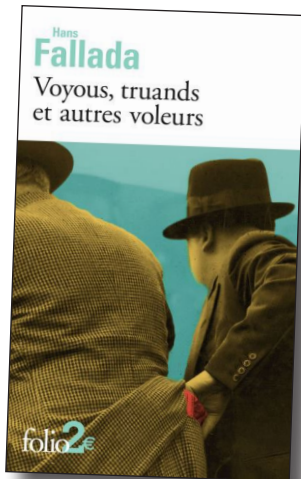


Roman Mercy Mary Patty, de Lola Lafon

Actes Sud, 240 pages, 19,80 euros.

En février 1974, Patricia Hearst, petite-fille du célèbre magnat de la presse William Randolph Hearst, est enlevée contre rançon par un groupuscule révolutionnaire dont elle ne tarde pas à épouser la cause.

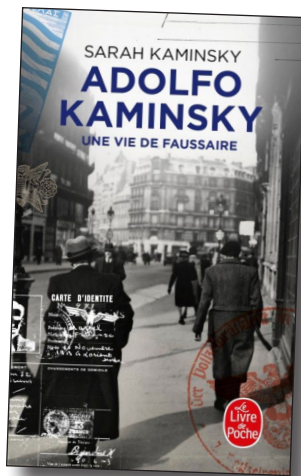
Un événement mémorable dont la résonance va également « kidnapper » l'existence de trois femmes de générations différentes : une Américaine et deux Françaises tour à tour attachées à comprendre et reconfigurer cet épisode. Par ce roman sur l'influence décisive de leur rencontre éphémère, par sa relecture de l'affaire Hearst et de son impact médiatique et politique, Lola Lafon s'empare d'une icône paradoxale de la « story » américaine, de son rayonnement dans l'espace public et du chavirement qu'elle a engendré dans le destin de ses héroïnes.



Roman Voyous, truands et autres voleurs, d'Hans Fallada

Gallimard, 112 pages, 2 euros.

« Dans la rue il y a de la poulailler. "Dégagez, bande de salopards !", je hurle et je tire. Ils se mettent à courir, et moi aussi je cours, je remonte la rue et je tourne au coin, je longe l'autre rue. Je me dis, je peux me cacher parmi les gens ; mais ils courent devant moi, ils se jettent sur les côtés pour s'écarter, les rues se vident devant moi. Et quand je me retourne, ils sont derrière moi, une masse noire et compacte avec mille visages blancs, ils se mettent aussi à tirer. »



Essai Adolfo Kaminsky, une vie de faussaire, de Sarah Kaminsky

Livre de Poche, 264 pages, 7,20 euros.

« Rester éveillé. Le plus longtemps possible. Lutter contre le sommeil. Le calcul est simple. En une heure, je fabrique trente faux papiers. Si je dors une heure, trente personnes mourront... » Quand, à 17 ans, Adolfo Kaminsky devient l'expert en faux papiers de la Résistance à Paris, il ne sait pas encore qu'il est pris dans un engrenage infernal, dans une



course contre la montre, contre la mort, où chaque minute a la valeur d'une vie. Durant trente ans, il exécutera ce méticuleux travail de faussaire pour de nombreuses causes, mais jamais pour son propre intérêt. À travers son destin romanesque, et sous la plume de sa fille Sarah, on plonge au cœur d'une histoire de clandestinité, d'engagement, de traque et de peur. En arrière-plan du récit de sa vie se dessine le spectre d'un siècle où s'affrontent sans merci pouvoirs politiques, haines raciales, idéologies et luttes des peuples pour leur liberté et la dignité humaine.

La Résistance, l'émigration clandestine des rescapés des camps avant la création d'Israël, le soutien au FLN, les luttes révolutionnaires d'Amérique du Sud, les guerres de décolonisation d'Afrique, l'opposition aux dictateurs d'Espagne, du Portugal et de Grèce, sont autant de combats pour lesquels il s'est engagé, au risque de sa vie et au prix de nombreux sacrifices. S'il a rejoint des causes en apparence contradictoires, Adolfo Kaminsky est toujours resté fidèle à ses convictions humanistes, à sa volonté de bâtir un monde de justice et de liberté.



Bande dessinée Sous le lit, de Quentin Zuttion

Éditions Lapin, 144 pages, 14 euros.

Valentin est étudiant et vit avec sa mère. Lors d'une soirée, il rencontre un homme avec qui il va passer la nuit. Le lendemain, il est incapable de se souvenir si son partenaire a bien utilisé un préservatif. Il repousse sans arrêt son dépistage et ment à son entourage en affirmant qu'il a fait les tests, mais il tombe amoureux de Sam et son indécision devient une menace. Partagé entre angoisse et sens de la responsabilité, il craint le pire lors de chaque rapport. Mais le soutien et l'amour de son entourage pourraient l'aider à sauter le pas.

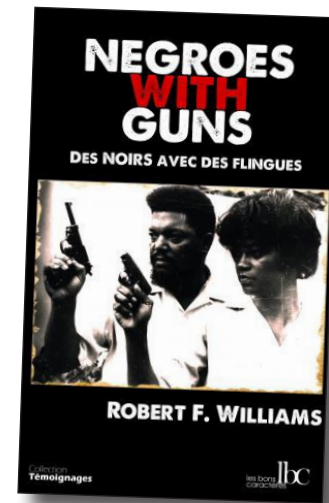


Essai Carte blanche, l'État contre les étrangers, de Karine Parrot

La Fabrique, 304 pages, 15 euros.

L'actualité la plus récente a donné à voir une fracture au sein de la gauche et des forces d'émancipation : on parle d'un côté des « no border », accusés d'angélisme face à la « pression migratoire », et d'un autre côté il y a les « souverainistes », attachés aux frontières et partisans d'une « gestion humaine des flux migratoires ». Ce débat se résume bien souvent à des principes humanistes d'une part (avec pour argument qu'il n'y a pas de crise migratoire mais une crise de l'accueil des migrants) opposés à un principe de « réalité » (qui se prévaut d'une légitimité so-disant « populaire », selon laquelle l'accueil ne peut que détériorer le niveau de vie, les salaires, les lieux de vie des habitants du pays). Dans ce cinglant essai, Karine Parrot, juriste et membre du GISTI (Groupe d'information et de soutien des immigrés), met en lumière un aspect souvent ignoré de ce débat : à quoi servent au juste les frontières ? Qu'est-ce que la nationalité ? Sur la base du droit, Karine Parrot montre que la frontière et la restriction des circulations humaines, sont indissociables d'une hiérarchie sociale des peuples à l'échelle mondiale. La frontière signifie aux plus aisés que, pour eux, aucune frontière n'est infranchissable, tandis qu'elle dit aux autres que, pauvres, hommes, femmes, enfants devront voyager au péril de leur vie, de leur santé, de leur dignité. De l'invention de la nationalité comme mode de gestion et de criminalisation des populations (et notamment des pauvres, des « indigents », des vagabonds) jusqu'à la facilitation de la rétention, en passant par le durcissement des conditions d'asile et de séjour, ou encore les noyades de masse orchestrées par les gouvernements, l'Union européenne et

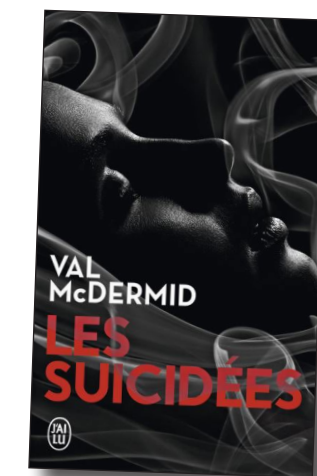
leur officine semi-privée et militarisée (Frontex), Karine Parrot révèle qu'il n'y a aucune raison vertueuse ou conforme au « bien commun » qui justifie les frontières actuelles des États. Le droit de l'immigration ne vise qu'à entériner la loi du plus fort entre le Nord et le Sud ; il n'a d'autre fin que conditionner, incarcérer, asservir et mettre à mort les populations surnuméraires que la « mondialisation armée » n'a de cesse de reproduire à l'échelle du monde.



Essai Negroes with Guns, de Robert F. Williams

Les bons caractères, 100 pages, 10 euros.

Publié pour la première fois en 1962, ce livre retrace la lutte d'une communauté noire du sud des États-Unis pour s'armer et se défendre contre le Ku Klux Klan et les racistes. Indignée par la violence tolérée ou encouragée par les autorités locales contre les Noirs, la petite communauté de Monroe, Caroline du Nord, a placé la question de la défense armée au premier plan. Sous la direction de Robert F. Williams (1925-1996), la ville de Monroe est devenue un symbole pour les Noirs qui se battaient, et imposaient leur droit à la légitime défense, puisque la loi et la justice étaient bafouées. Ce livre a eu une grande influence à la fin des années 1960, en particulier sur le Black Panther Party.



Roman Les suicidées, de Val McDermid

Livre de poche, 8 euros.

Une série de suicides attire l'attention du profiler Toni Hill : les défuntés sont toutes des femmes ayant revendiqué leur engagement féministe sur Internet, et elles ont toutes été victimes de cyber harcèlement. Mais ces suicides en sont-ils vraiment ? Quel genre

de tueur en série chercherait à camoufler ainsi ses crimes ? Et que signifient les livres de Sylvia Plath et de Virginia Woolf retrouvés à leurs côtés ? L'enquête s'avère vertigineuse et Toni Hill est amené à refaire équipe avec Carol Jordan, encore fragilisée par ses propres démons.

Avec l'aide d'une hackeuse de génie, ils se lancent à la poursuite d'un tueur obsessionnel qui n'a plus rien à perdre. Dans *Les Suicidées*, Val McDermid reforme son duo de choc et signe un polar à vous glacer le sang, aux enjeux plus contemporains que jamais.



Roman Les chemins de la haine, d'Eva Dolan

Points, 528 pages, 8,30 euros.

Dans la banlieue d'une petite ville de l'est de l'Angleterre, un homme est retrouvé dans un abri de jardin, brûlé vif. L'inspecteur Zigic et le sergent Ferreira, de la section crimes de haine de la police de Peterborough, sont dépêchés pour enquêter sur le meurtre. La victime est rapidement identifiée : il s'agit d'un travailleur immigré, comme le quartier en compte beaucoup. Malgré la réticence ambiante à parler à la police, plusieurs suspects émergent. Le couple chez qui l'homme se serait installé à leur insu. Un marchand de sommeil avec lequel il se serait disputé quelques jours avant de mourir. Un militant d'extrême droite pyromane, qui vient d'être libéré. Puis un autre travailleur immigré est attaqué. Zigic et Ferreira poursuivent leur enquête sous haute tension dans les zones grises de la ville et mettent au jour un réseau de trafiquants d'hommes... Eva Dolan s'attaque avec audace et finesse à un sujet sensible. Ses personnages sont consistants et souvent ambivalents. Son écriture est riche et percutante, l'intrigue haletante.

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA librairie
 ★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
 Tél. : 01 49 28 52 44
 Fax : 01 49 28 52 43
 www.la-breche.com
 contact@la-breche.com

Horaires d'ouverture :
 Lundi : 14 h – 20 h,
 mardi au samedi :
 12 h – 20 h

« Je pense qu'il y a une passion vivace au sein de la bourgeoisie, et que c'est l'anticommunisme »

Entretien. Il est habituellement l'auteur de récits – *Entre les murs, Deux singes ou ma vie politique, Molécules, Vers la douceur, En guerre* – mais son dernier livre, *Histoire de ta bêtise*, est un essai, dans lequel il s'adresse au bourgeois d'aujourd'hui. Entretien avec **François Bégaudeau**.

Dans *Histoire de ta bêtise*, tu fais le portrait-robot du bourgeois « progressiste », volontiers antiraciste, féministe, écolo... mais qui ne veut pas entendre parler de classes sociales. Comment expliques-tu ce déni ?

L'idée que, premièrement, il y a des classes et que, deuxièmement, ces classes structurent profondément la société et font une société inégalitaire dans laquelle ce qu'ont les uns c'est ce que n'ont pas les autres, alors ça c'est une menace directe pour le bourgeois. Il y voit tout de suite un principe de déstabilisation donc il a tout intérêt à masquer l'appartenance de classe, la puissance de conditionnement de l'appartenance de classe et le conflit de classes qui structure la société et le fait que la classe dominante s'est constituée dans la domination de la classe dominée, par tautologie. Et ça, je pense qu'il en a une intuition. Il y a un instinct de survie chez le bourgeois, comme chez quiconque, qui s'exerce de façon extrêmement affûtée là-dessus. Dès qu'il voit arriver quelqu'un qui revendique le rapport de classes comme étant la chose la plus structurante de la société, tout de suite son vieux anticommunisme se remet en route. Le bourgeois dit beaucoup qu'il a peur du fascisme, qu'il faut lui faire barrage et tout ça, j'en parle beaucoup dans mon livre, mais fondamentalement je pense qu'il a mille fois moins peur du fascisme qui n'a jamais prétendu s'attaquer au capital et qui, quand il a été au pouvoir, ne s'est pas attaqué au capital et a même plutôt fait alliance avec lui, que des forces de gauche radicale, anticapitalistes, d'obédience marxiste ou anarchisantes. Il sait que c'est ça l'ennemi. C'est pour ça que un Front national à 20 % structurellement depuis vingt ans, c'est une menace mais pas plus que ça. En revanche, un Mélenchon qui commence à faire 13 %, 14 % – je dis Mélenchon parce que pour le bourgeois c'était l'incarnation de la gauche radicale, on n'est pas obligé d'être d'accord avec le bourgeois de ce point de vue mais le bourgeois le percevait comme tel – c'étaient les bolcheviks qui arrivaient ! Il faut voir la panique dans laquelle ça les a mis lors des dernières élections présidentielles alors qu'il y avait une chance sur dix mille pour que Mélenchon arrive au second tour. Je pense qu'il y a une passion vivace au sein de la bourgeoisie, et que c'est l'anticommunisme, vraiment.

de la politique, dans un truc qui serait plus de la philosophie... L'homme n'est pas libre, l'homme est affecté, multi-affecté, il est une construction très très subtile, très très sophistiquée, au croisement de tout un tas d'affections, donc du coup il ne peut se prévaloir de rien. Dire que quelqu'un est méritant, c'est dire qu'il est responsable de ce qu'il fait, qu'il en est l'agent premier. À partir du moment où on considère que les gens sont agis... C'est le bourgeois qui impose l'idée du mérite aux nobles, parce qu'il travaille, parce qu'il fait du commerce, parce qu'il donne de lui-même, etc. Le bourgeois dit « Zidane, il a travaillé ». Il reconnaît qu'il était doué, mais il faut absolument qu'il remette du travail dans tout. Or, est-ce qu'on peut se prévaloir de sa propre capacité de travail ? Et c'est quelqu'un qui a une grosse capacité de travail qui te dit cela. Mais de quoi est-elle faite, ma capacité de travail ? Impossible de savoir. Je dirais même qu'il y a un ressort pathologique dans ma capacité de travail donc il n'y a pas de quoi s'en vanter...

Tu penses qu'il n'y a aucun libre-arbitre, qu'on est complètement agi ?
Oui. Mais ça, ce sont des questions insolubles, parce que ce sont des spéculations philosophiques... C'est ça qui est bien avec les humains, c'est qu'ils sont au croisement de tas d'affections ce qui fait que cela ne donne que des singularités. Chacun est multidéterminé mais ce n'est pas grave. Moi, ce qui m'inquiète, ce n'est pas que les gens ne soient pas libres, c'est qu'ils soient ternes. Ce qui m'intéresse c'est que les gens soient passionnants. Après ce à quoi ils le doivent... En tout cas, ce qu'on peut dire au bas mot pour en revenir à la politique, c'est que le bourgeois a construit tout son édifice social sur une notion (le mérite) qui n'est, de toute façon, intellectuellement pas défendable, pas prouvable, totalement incertaine.

Pour justifier sa position sociale, le bourgeois « cool » comme tu l'appelles avance toujours l'argument du mérite. Toi, tu dis que le mérite n'existe pas...
Oui... Mais là tu nous amènes dans un truc qui serait en amont



Moi je propose un moratoire sur la question de mérite car elle est vraiment le vecteur conceptuel de tout l'édifice bourgeois et de toutes les humiliations, parce que si on reconnaît à quelqu'un du mérite, alors on peut aussi lui reconnaître du démerite et alors là on entre dans une zone beaucoup plus obscure. Parce qu'alors là, le gamin qui échoue à l'école, quelque part ce serait un peu de sa faute...

Dans ton livre, le bourgeois vote Macron pour (je te cite le citant) « éviter le pire », toi tu assumes de ne pas voter parce que tu ne vois pas l'intérêt de donner une voix à ceux qui font justement le lit du FN...

Quand je parle du vote, j'emprunte une diagonale très subjective et que je revendique et que j'assume pleinement et qui est que je déteste voter. Je trouve ça minable, je trouve que c'est un geste de merde. Après, les gens qui vont voter, jamais je ne vais leur faire de procès. Là où je vais ouvrir ma gueule c'est quand le mec a vraiment l'impression de faire un geste politique en votant. Le bourgeois pense que c'est le fleuron de la vie politique et moi je considère que c'est sa lie.

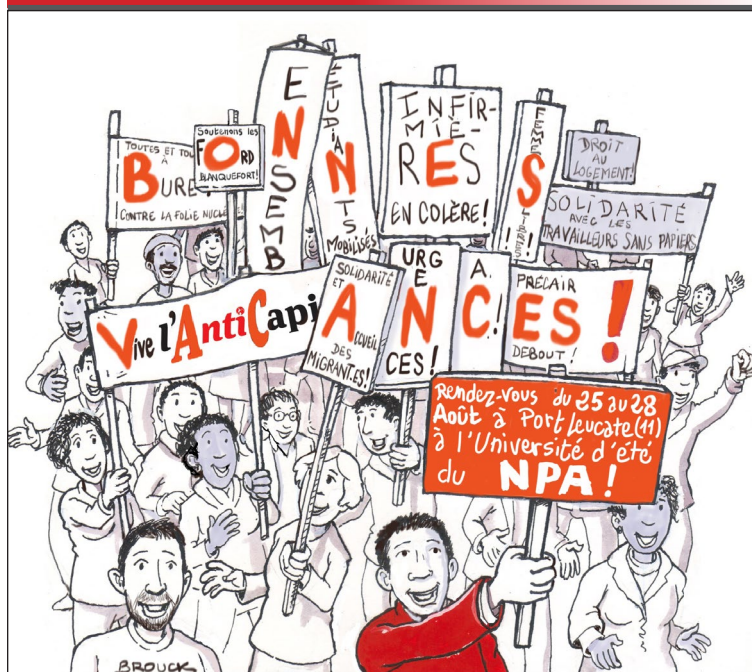
Et pour finir, ton avis sur le mouvement des Gilets jaunes ? Qu'as-tu pensé le 16 mars quand les jaunes, les rouges, les noirs ont égayé les Champs-Élysées ?

Dès qu'il y a un mouvement social, moi, je souris. Ça me rend joyeux, toujours. Ce qui m'émeut toujours dans les mouvements sociaux, c'est que tout à coup des prolos se découvrent une puissance qu'ils ne se supposaient pas ; ça, c'est quelque chose qui me bouleverse ; ça m'émeut toujours de voir des femmes de ménage noires et arabes

se mettre en grève dans un hôtel de merde. Et c'était particulièrement émouvant les Gilets jaunes, parce qu'on voyait bien qu'on avait affaire à des gens qui, pour les trois quarts ou la moitié, n'avaient jamais manifesté et n'avaient jamais découvert la grande puissance et la grande joie d'occuper l'espace et le temps différemment, de se retrouver, de créer des amitiés... J'ai écrit un seul texte sur les Gilets jaunes qui s'intitule « De l'amitié » parce que c'est vraiment ça que je retiens, comment ils sont devenus potes, comment des couples gilets jaunes se sont formés... Donc ce mouvement m'est éminemment sympathique en tant que tel. Quant aux stratégies qui encouragent la spontanéité, la violence, moi je suis d'accord, c'est mon côté autonome. Mais je pousserai le respect immense que j'ai pour les Gilets jaunes en tant qu'autonome jusqu'à m'autoriser à parler également aux Gilets jaunes – et parler également aux Gilets jaunes, c'est leur dire de temps en temps : « Tiens, là ce que tu dis est con ». Il faut éviter l'hyper allégeance à tout ce qui est spontané, le romantisme de la spontanéité. Tout ce qui est spontané n'est pas super. Quand certains Gilets jaunes parlent encore de peuple, j'ai envie de leur dire que pour moi « peuple » est un mot qui ne veut rien dire. Mais il y a une montée en puissance de l'intelligence dans ce genre de mouvement. Tout un tas de Gilets jaunes ont découvert que les flics étaient le bras armé du capital et que, à ce titre-là, ils avaient le monopole de la violence légale et que tout était permis et que la justice derrière était aux ordres... Moi, je crois beaucoup à ça, à l'espèce d'auto-pédagogie d'un mouvement.

Propos recueillis par Aline Cottureau

L'image de la semaine



Vu ailleurs

L'Humanité.fr **JOHNNY CLEGG EST PARTI.**
En 1990, la Fête de l'Humanité célébrait la libération de Nelson Mandela. En ce samedi soir du 15 septembre, la Grande Scène battait un de ses records. Nous étions au moins 100 000 mélomanes citoyens à écouter Johnny Clegg et son groupe Savuka (dont le nom signifie « Nous nous sommes réveillés », en zoulou) Je me souviens de la clameur qui s'est élevée de la mer humaine, pour saluer l'arrivée, sur le plateau, du chanteur et de ses musiciens sud-africains. Frissons... [...] Le spectacle splendide de ce groupe, qui, sans peur et sans reproche, bravait la ségrégation raciale, entrain en résonance avec l'espoir porté par la libération de Mandela survenue en février 1990. Mais nous avions conscience que, pour le moment, n'était coupée qu'une seule tête de l'hydre apartheid. « Il ne faut pas encore interrompre les sanctions économiques, s'était exclamé le lucide Johnny Clegg, dans les coulisses. La lutte est loin d'être terminée. Il faudra énormément de temps pour réparer, ne serait-ce que partiellement, les ravages dus au racisme institutionnalisé en 1948 et la misère dans laquelle a été emmurée tout particulièrement la population noire. »
Le 16 juillet 2019, l'ancien professeur d'anthropologie à l'université à Johannesburg, devenu artiste activiste, est décédé d'un cancer à l'âge de 66 ans, à Johannesburg. Il est mort comme il a vécu : avec la lucidité, la simplicité et la générosité chevillées à l'âme. [...] Foudroyante a été la révélation de cet artiste révolutionnaire, dont la musique multicolore traversait les murailles de l'apartheid et qui, avec le danseur et percussionniste Dudu Zulu, faisait la nique à l'apartheid au gré d'ancestrales danses guerrières zouloues. Dudu Zulu paiera de sa vie les spasmes du système, il sera assassiné le 4 mai 1992. Dans la musique de Savuka s'embrassaient rythmes africains, guitares rock, claviers électriques et, à la manière d'un pont entre toutes ces cultures, un accordéon puisant aux traditions sud-africaines et occidentales. Clegg s'était initié à la langue et aux rythmes zoulous auprès de Siphon Mchunu. En 1976, année des émeutes de Soweto, Clegg monte, à 23 ans, la formation Juluka (« sueur », en zoulou). Mais Siphon ayant décidé de retourner vivre au village, Johnny lance Savuka. La suite, on la connaît. En 1987, Asimbonanga offre à Clegg une gloire planétaire. [...] Farah C., « Johnny Clegg, guerrier pacifiste du combat anti-apartheid », *L'Humanité*, 18 juillet 2019.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **10€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 28 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 20 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 22 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 44 €	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 38 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 50 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 100 €	<input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> 76 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert <input type="checkbox"/> 3 mois <input type="checkbox"/> 10 €		

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse : Ville :
Code postal :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322254755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org